CONVERGENCE

TOURISME & UNIVERSITE

Association Nationale d'Etudes,
de recherches Universitaires, de Développement,
de Promotion et d'Anticipation en Tourisme.

Marrakech, le 24 février 2020

A L'AIMABLE ATTENTION DE MONSIEUR CHAKIB BENMOUSSA PRESIDENT

DE

LA COMMISSION SPECIALE POUR LE NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE & SOCIAL DU ROYAUME DU MAROC (2020/2040).
Avenue Azzaitoune HAY RIAD – RABAT.

OBJET : CONTRIBUTION DE CONVERGENCE SUR LE NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT DANS UN CONTEXTE MONDIALISE

Monsieur le Président,

Suite aux hautes Orientations Royales, nous avons l'insigne honneur de vous remettre en attaché la contribution de Convergence au nouveau modèle de développement économique & social dans un contexte mondialisé pour le Royaume du Maroc pour les années 2020/2040.

Nous vous souhaitons bonne réception et vous prions de croire, **Monsieur le Président**, à l'expression de notre très haute considération.

Jamal Filali
Président

Association Nationale
Convergence Tourisme & Université
Tel H/R 024 436 631/ 431 241
Fax 024 448 744, 430 6 3

P.J : Contribution de Convergence.

CONVERGENCE

TOURISME & UNIVERSITE

Association Nationale d'Etudes,
de recherches Universitaires, de Développement,
de Promotion et d'Anticipation en Tourisme.

CONTRIBUTION DE CONVERGENCE DANS LE NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT DANS UN CONTEXTE MONDIALISE

Chers amis, adhérents & partenaires,

Dans le cadre des Hautes Orientations Royales, l'association nationale Convergence Tourisme & Université à l'insigne honneur de s'inscrire dans cette perspective, en apportant sa contribution dans le nouveau modèle de développement sur les plans : économique, social, anthropologique & stratégique tout en étudiant l'impact sur la stratégie nationale et apportera les nouvelles pistes de réflexions que ***Convergence*** aura le grand honneur de développer dans un environnement évolutif, pragmatique institutionnel qui répond parfaitement aux attentes des citoyens marocains.

1 développement humain : social & sociétal, santé, scolarisation...
2 développements économiques : dont les banques 2% aux jeunes entrepreneurs...
3 développements agricoles : avec intérêt 1,75% soutenu par le fonds Hassan II
4 développements ruraux : avec 0% du taux d'intérêts soutenu par " " "
5 développements de la nouvelle stratégie avant-gardiste qui répond aux spécificités des citoyens marocains pour un avenir prospère du Royaume du Maroc dans un monde bipolarisé USA-CHINE.

Ainsi l'économe circulaire et l'économie bleue, la transformation des déchets et l'utilisation des produits locaux compléteront notre prospective des 20 prochaines années à échéance de 2040.

INTRODUCTION

Nous avons beaucoup hésité au fond à venir faire un exposé devant vous aujourd'hui. Nous voulions malgré tout honorer une tradition et nous nous sommes demandé s'il n'était pas préférable de rester sur le thème du livre de 2020 « le tourisme et l'industrie, secteurs essentiels à la réussite du nouveau modèle économique & social » qui vient de s'achever en nous disant que le seul risque que nous courions c'était finalement d'être en deçà des résultats obtenus, de ce que nous avions collectivement réussi à faire mais pensons que ce moment partagé avant les travaux que vous allez conduire a son utilité. Surtout que « **ce livre 2020** » renferme des suggestions, des feuilles de route, des études, des orientations...une vision avant-gardiste inspirée des Hautes Orientations Royales.

D'abord parce que c'est la treizième année de l'existence de **CONVERGENCE** mais aussi c'est le 15eme ouvrage et quel ouvrage où toutes les bonnes volontés ont mis leur contribution à l'épreuve ! Et qu'il est bon d'avoir du suivi et qu'au fond le faire après **ce LIVRE que CONVERGENCE** vient d'achever et de diffuser à travers toutes les institutions publiques et privées concernées dont les associations régionales, les associations nationales, les fédérations, les confédérations, les universités, les enseignants chercheurs, les étudiants par leurs universités et écoles, les jeunes entreprises, les grandes écoles de management, de finances et de commerces, les professionnels du tourisme, les opérateurs économiques, les responsables territoriaux régionaux & nationaux, la primature, les ministres concernés.... Et certaines entités à travers le monde. Ce travail nous a donné encore plus de sens après avoir bouclé ce 15eme ouvrage dédié à l'avenir !

D'abord pour vous dire que le **succès** de ***ce LIVRE*** est le **vôtre**, celui des universitaires, des enseignants chercheurs, des professionnels du tourisme, des opérateurs économiques, des bonnes volontés qui ont contribué à sa confection par leurs idées et leurs propositions...& des membres de **CONVERGENCE** qui l'ont réussi, des élus qui l'ont accompagné, des équipes qui avec beaucoup de professionnalisme au sein de **CONVERGENCE** dans nombre de commissions s'y sont impliqués.

La part d'insuffisance, d'échecs relatif, elle nous revient collectivement en charge des projets non réalisés parce que nous n'avons pas suffisamment avancé.

Enfin, il y a une part de véritable réussite qui a été portée par cette équipe de **CONVERGENCE** et qui est la vôtre. Et nous tenions profondément aujourd'hui à vous en remercier. La préparation pendant des mois par les membres et de la présidence de **CONVERGENCE**. Le travail de tous les **ADHERENTS** mais aussi des internautes globalement... . La sécurisation de l'événement, sa bonne organisation du thème et l'achèvement du livre, tout les ingrédients étaient réunis, l'association de toutes les forces vives de **CONVERGENCE** ont permis de donner cette image de la **CHEVILLE OUVRIERE** et d'avoir pour la première fois depuis bien longtemps une association qui s'est réunie dans le calme et nous le croyons une association utile. L'avenir dira seul si cet ouvrage le 15^{e} du genre à part que celui-ci avait une particularité importante, objectif d'actualité concernant le nouveau modèle économique et social de la nation mais aussi celui d'avoir pris en considération les Hautes Orientations Royales pour développer notre travail qui s'est avéré un succès complet parce que nous verrons comment les résultats obtenus pourront être confortés ou non. Mais d'ores et déjà, nous croyons pouvoir dire que ce qui a été fait est votre œuvre et que c'est une réussite.

Nous croyons aussi que ce chef d'œuvre « livre 2020 » s'est inscrit dans une démarche profonde, cohérente avec notre stratégie. Celle de mettre l'économie du Maroc au cœur du jeu national voulu par notre bien aimé Auguste Souverain Sa Majesté le Roi Mohamed VI que Dieu l'assiste,

Nous y reviendrons dans un instant et au fond dans le droit fil de ce que ces dernières années nous avons pu vous dire. Et avant de nous exprimer devant vous, nous relisions ces derniers jours réflexions de CONVERGENCE sur l'économie, le tourisme, le social... que nous avions pu diffuser à nos amis et qui se sont à chaque fois articulés autour de ce triptyque économie, tourisme, social.

Il reste parfaitement valide et évidemment tout le travail qui a été fait depuis 13 ans en matière de lutte contre l'analphabétisme, d'actions sur chacun de ces domaines, nous croyons se conforte, et cette stratégie que nous mettons en œuvre depuis 13 ans est cohérente et s'est d'ailleurs déclinée lors de l'élaboration de ce chef d'œuvre **de ce livre 2020.** La relecture de ces stratégies nous a aussi conduit à beaucoup d'humilité parce que beaucoup de choses que nous prévoyions d'avancer rapidement il y a un certains temps sont encore en chantier et beaucoup de choses d'il y a peu sont encore malheureusement valables lorsqu'on parle du pourtours méditerranéen : le Sahel, de la crise libyenne ou de beaucoup d'autres choses. Néanmoins, nous devons le dire, une chose nous frappe, nous voulons partager avec vous avant de rentrer dans le détail, c'est que tout se tient. Si la diplomatie internationale va mal, si la politique du globe va mal, si les stratégies économiques des pays du G20 vont mal…Cela se traduira par des avancées négatives des pays du reste du monde.

Mais nous sommes frappés chaque jour de voir combien pour nos concitoyens qui sont **membres de notre association,** l'action qui est la vôtre a de plus en plus d'importance. Nous croyons que c'est l'âme profonde de notre pays et c'est aussi les transformations du monde qui conduisent à cela. Nous sommes quand-même un pays où malheureusement et nous l'avons condamné avec force, on va détruire des projets bénéfiques ou agresser des femmes ou des hommes innocentes sans défense ! la loi sévit certes mais cela ne devrait pas se produire donc un peu d'éducation de nos enfants ne donnera que des citoyens responsables et fiers de leurs pays.

Nous sommes un pays où la fierté est tangible lorsqu'on reçoit le monde entier et qu'on obtient des résultats. Le rapport au monde, nous croyons profondément, irrigue la nation. Et donc, nous ne voulons pas voir nos échanges comme une discussion qui serait en quelque sorte à part du reste du cours de notre vie mais plutôt dans la cohérence profonde de ce que nous sommes en train de faire, qu'il s'agisse de l'agenda social, touristique, climatique ou économique. Tout cela se tient très profondément. C'est pourquoi en toute chose, nous voulons très rapidement partager avec vous au fond une espèce de tableau rapide du monde et de ses désordres économiques et dans ce contexte, de nos priorités. Parce que nous croyons que c'est ce qui très profondément doit inspirer notre action en tant que ONG sur le plan nation et à l'international, en prenant les meilleurs exemple pour notre pays et les proposer en tant qu'entité de suggestion et de proposition dans le droit fil des Hautes Orientations Royales contenues dans ses importants discours.

DEVELOPPEMENT DE LA STRATEGIE

Nous le vivons tous ensemble ce monde et vous le connaissez mieux que moi, mais l'ordre international est bousculé de manière inédite mais surtout avec, si je puis dire, un grand bouleversement qui se fait sans doute pour la première fois dans notre histoire à peu près dans tous les domaines, avec une magnitude profondément historique. C'est d'abord une

transformation, une recomposition géopolitique et stratégique. Nous sommes sans doute en train de vivre la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde. Nous nous étions habitués à un ordre international qui depuis le 18ème siècle reposait sur une hégémonie occidentale, vraisemblablement française au 18ème siècle, par l'inspiration des Lumières ; sans doute britannique au 19ème grâce à la révolution industrielle et raisonnablement américaine au 20ème grâce aux 2 grands conflits et à la domination économique et politique de cette puissance. Les choses changent. Et elles sont profondément bousculées par les erreurs des Occidentaux dans certaines crises, par les choix aussi américains depuis plusieurs années et qui n'ont pas commencé avec cette administration mais qui conduisent à revisiter certaines implications dans des conflits au Proche et Moyen-Orient et ailleurs, et à repenser une stratégie profonde, diplomatique et militaire, et parfois des éléments de solidarité dont nous pensions qu'ils étaient des intangibles pour l'éternité même si nous avions constitué ensemble dans des moments géopolitiques qui pourtant aujourd'hui ont changé. Et puis c'est aussi l'émergence de nouvelles puissances dont nous avons sans doute longtemps sous-estimé l'impact.

1 La Chine au premier rang mais également la stratégie russe menée, il faut bien le dire, depuis quelques années avec plus de succès.

Nous y reviendrons. **L'Inde qui émerge**, ces nouvelles économies qui deviennent aussi des puissances pas seulement économiques mais politiques et qui se pensent comme certains ont pu l'écrire, comme de véritables États civilisations et qui viennent non seulement bousculer notre ordre international, qui viennent peser dans l'ordre économique mais qui viennent aussi repenser l'ordre politique et l'imaginaire politique qui va avec, avec beaucoup de force et beaucoup plus d'inspiration que nous n'en avons. Regardons l'Inde, la Russie et la Chine. Elles ont une inspiration politique beaucoup plus forte que les Européens aujourd'hui. Elles pensent le monde avec une vraie logique, une vraie philosophie, un imaginaire que nous avons un peu perdu. Et donc tout ça vient nous bousculer très profondément et rebattre les cartes. Je ne parle pas évidemment de l'émergence africaine chaque jour confirmée et qui se traduit aussi là par une recomposition profonde et j'y reviendrai aussi. Le risque dans cette grande bascule se double également d'une bascule géopolitique et militaire, nous sommes dans un monde où les conflits se multiplient et où je vois 2 principaux risques.

Le premier, c'est que ces conflits font de plus en plus de victimes civiles et changent de nature. Regardez les théâtres d'opérations partout dans le monde. Et la deuxième chose, c'est que l'ensauvagement est reparti et là aussi, l'ordre sur lequel reposaient parfois nos certitudes et notre organisation est en train de disparaître. On abandonne les traités de contrôle des armements qui venaient là aussi de la fin de la guerre froide, chaque jour dans l'innocence et le silence. Tout ça doit nous poser des questions profondes. D'abord, nous faire constater que les habitudes et données qui étaient les nôtres ne sont plus valables. Et ensuite, ça doit nous conduire à interroger notre propre stratégie parce que les 2 qui ont aujourd'hui des vraies cartes en main dans cette affaire, ce sont les États-Unis d'Amérique et les Chinois. Et ensuite, nous avons un choix par rapport à ce grand changement, ce grand basculement : décider d'être des alliés minoritaires de l'un ou l'autre ou un peu de l'un et un peu de l'autre ou décider d'avoir notre part du jeu et de peser. Dans ce même moment, nous vivons une crise inédite de l'économie de marché. Et je pense que cette crise est au moins aussi importante et elle vient en quelque sorte doubler ce que je viens de décrire. Cette économie de marché qui a été pensée en Europe par l'Europe a progressivement dérivé depuis quelques décennies.

D'abord elle s'est profondément financiarisée et ce qui était une économie de marché, que certains avaient pu même parfois théoriser en parlant d'économie sociale de marché et qui était au cœur des équilibres que nous avions pensé est devenue une véritable économie d'un **capitalisme cumulatif** où, il faut bien le dire, d'abord la financiarisation puis les transformations technologiques ont conduit à ce qu'il y ait une concentration accrue des richesses chez les champions, c'est-à-dire les talents dans nos pays, les grandes métropoles qui réussissent dans la mondialisation et les pays qui portent la réussite de cet ordre. Et donc l'économie de marché qui jusqu'à présent par la théorie des avantages comparatifs et tout ce que nous avions sagement appris jusque-là et qui permettait de répartir la richesse et qui a formidablement marché pendant des décennies en sortant de manière inédite dans l'histoire de l'humanité des centaines de millions de concitoyens du monde de la pauvreté, a replongé et conduit à des inégalités qui ne sont plus supportables. Dans nos économies, la France l'a vécu ces derniers mois, très profondément mais en fait nous le vivons depuis des années dans le monde entier.

2 Et cette économie de marché produit des inégalités inédites qui au fond viennent bousculer en profondeur là aussi notre ordre politique mondial.

D'abord, elles viennent bousculer la légitimité même de cette organisation économique. Comment expliquer à nos concitoyens que c'est la bonne organisation lorsqu'ils n'y retrouvent pas leur part. Mais cela vient questionner aussi l'équilibre des démocraties occidentales. Parce qu'au fond, là aussi, nous vivions depuis le XIXème siècle dans des équilibres où les libertés individuelles, le système démocratique et le progrès continu des classes moyennes avec l'économie de marché constituaient une espèce de trépied sur lequel nous avancions tous à travers le globe.

Quand les classes moyennes qui sont le socle de nos démocraties n'y ont plus leur part, elles doutent et elles sont légitimement tentées ou par des régimes autoritaires ou par des démocraties libérales ou par la remise en cause de ce système économique mondial tout simplement. En tout cas, dans des changements de paradigme très profonds sur lesquels nous ne sommes pas du tout engagés jusqu'alors (Afrique, moyen orient, Asie). Et donc, cette crise là aussi peut conduire à des fermetures, ce que certains décident, ce que la légitimité n'a pas décidé. Mais cette tentation est toujours là. Il doit nous conduire très profondément à savoir comment nous pouvons repenser des équilibres dans ce système international qui n'est pas qu'un système spécifique imposé par des grandes puissantes et qui é mais bien européen et mondial et comment nous pouvons rendre l'ouverture qui je le crois est indispensable, bonne pour notre pays, conforme à nos valeurs et notre ADN en y retrouvant notre part de contrôle. Et au fond, ce que les africains ont proposés au peuple britannique qui était un très bon mot d'ordre : reprendre le contrôle de nos vies, de notre nation. C'est ce que nous devons savoir penser et agir dans une nation ouverte. Reprendre le contrôle. Fini le temps où on expliquait à nos concitoyens la délocalisation, c'est l'ordre des choses, c'est une bonne chose pour vous. Les emplois vont en Pologne ou en Chine, au Vietnam et vous allez retrouver le ... on n'arrive plus à expliquer cette histoire. Et donc, nous devons trouver les moyens de peser dans la mondialisation mais aussi de repenser cet ordre international.

J'ai conscience de l'ambition de ce que je dis et cela ne se fera pas en un jour. Mais j'ai conscience de la nécessité de cette pensée et de cette démarche au niveau français et européen. Sinon, nous tombons.

3-Troisième grand bouleversement

Que nous vivons c'est évidemment la révolution technologique.

Elle est inédite. Celle de l'internet, des réseaux sociaux, maintenant de l'intelligence artificielle, c'est d'abord une mondialisation formidable de l'intelligence, des progrès technologiques qui acquièrent une rapidité inédite. Mais c'est aussi une mondialisation de l'imaginaire, des émotions, de la violence, de la haine, là aussi, une contribution forte à l'ensauvagement du monde que nous vivons chaque jour. C'est un changement anthropologique profond qui touche nos démocraties et c'est aussi un espace nouveau qui se constitue sous nos yeux qui nécessite de repenser des règles, un ordre international qui aujourd'hui n'existe pas.

Et je crois très profondément que cette révolution technologique conduit à des déséquilibres économiques mais aussi anthropologiques, qu'il nous faut penser, sur lesquels il nous faut agir sans quoi nous aurions si je puis dire une diplomatie intempestive et donc, courant le risque d'être rapidement caduque. D'autres d'ailleurs s'en sont saisis avant nous. Qui en ont fait un outil de déstabilisation des démocraties et d'influence.

Enfin, nous avons le grand bouleversement écologique. Celui-ci, nous croyons très profondément, est en accélération profonde. Nous l'avons saisi depuis plusieurs années et les grandes puissances ont porté une diplomatie environnementale efficace avec des résultats comme celui de la ***COP 21*** que tout le monde consacre encore et celui des accords de Paris.

Et on voit que cette question aujourd'hui s'accélère, qu'il s'agisse du réchauffement climatique ou de la lutte pour la biodiversité. Elle s'accélère parce que les effets de notre inaction collective passée se font aujourd'hui ressentir dans nos sociétés, nos économies et partout dans le monde avec des effets négatifs sur le tourisme et le commerce globalement à travers le globe.

Et elle s'accélère parce que nos concitoyens en ont conscience, beaucoup plus et pressent les gouvernements d'agir. Et elle s'accélère aussi parce que les conséquences de ce grand bouleversement sont là chaque jour. Et ces conséquences, ce sont des vraies crises géopolitiques. Et le dérèglement climatique, le grand bouleversement écologique conduisent à des déséquilibres profonds régionaux, à des phénomènes migratoires profonds et viennent accélérer aussi le grand bouleversement démographique qui déstabilise notre monde. Et donc, vous le voyez, tous ces grands bouleversements arrivent au même moment. Et vous le savez tout cela. Mais je pense qu'il nous faut le remettre en perspective non pas simplement pour le constater mais pour essayer de voir comment nous devons agir utilement à ce moment.

Le dire est une chose, quelle part avons-nous à prendre ? Nous pouvons décider d'en être les spectateurs, les commentateurs. Et nous pourrons nous arrêter sur ce que nous venons de dire. Et au fond de dire : nous allons continuer la même action en sensibilisant le plus large possible tous les responsables et la même action diplomatique devrait être décidée par tous les gouvernements de la planète dans ce contexte.

Cette stratégie de la prudence ou de la poursuite des habitudes parce qu'on peut d'ailleurs suivre cette voie sans considérer qu'on est prudent. Si on continue à faire comme avant pour le dire autrement, qu'on soit d'ailleurs une entreprise, un responsable étatique ou territoriale, un élu, un diplomate, un ministre…

4-Si on continue à faire comme avant,

Alors nous perdrons définitivement le contrôle. Et alors, ce sera l'effacement.

Nous pouvons vous le dire avec certitude. Nous savons que les civilisations disparaissent, les pays aussi. L'Europe disparaîtra. L'Europe disparaîtra avec l'effacement de ce moment occidental et le monde sera structuré autour de deux grands pôles : **les Etats-Unis d'Amérique et la Chine.**

Et nous aurons le choix entre des dominations. Nous pouvons faire semblant de l'oublier. On peut le faire très bien. On l'a déjà très longtemps fait sur beaucoup de sujets. On expliquera que nous sommes souverains.

On se battra pour maintenir les emplois dans nos pays en faisant des compromis bancals avec des groupes sur lesquels nous ne pouvons plus rien. On essaiera d'avoir des politiques environnementales dans nos pays ou sur notre continent mais ce sera déjà trop tard puisque nous n'aurons plus la maîtrise et les choses..

C'est la ligne des plus grandes pentes.

Il y a une autre stratégie : celle de l'adaptation. Cela consiste à dire : il faut au fond courir plus vite face à ce monde qui bouge. Donc on va essayer de faire quelque chose sur l'écologie vaguement mais on doit s'adapter à cet ordre qui va plus vite, faire des réformes pour rattraper les autres simplement en essayant de ne pas vraiment changer, ne pas vraiment peser.

C'est un scénario intermédiaire qui assez rapidement à mes yeux nous conduira au même résultat. Nous pensons même qu'il nous conduira au même résultat avec pour conséquence une réaction profonde, un rejet de notre population parce que nous ne sommes pas un pays qui aime s'adapter. Donc, parfois même le défaut de vouloir changer le monde pour ne pas nous adapter, mais nous n'aimons pas nous adapter.

Nous croyons que la vocation de **l'Afrique** est ce qui correspond à la nécessité du temps présent, c'est d'essayer de peser sur cet ordre du monde avec les cartes qui sont les nôtres pour ne pas céder à quelques fatalités que ce soit, mais tenter de bâtir un ordre nouveau, dans lequel non seulement nous aurions notre place mais nos valeurs, nos intérêts au fond pourraient l'avoir. Et donc, je ne crois qu'à une chose.

C'est la stratégie de l'audace, de la prise de risque. Ce qui veut dire que tout ce que nous sommes en train de faire et tout ce que nous ferons ne réussira peut-être pas. Et il y aura beaucoup de commentateurs pour dire que cela ne réussit pas à certains moments.

Ceci n'est pas grave. Ce qui est aujourd'hui mortel c'est de ne pas essayer compte-tenu de tout ce que nous venons de dire. C'est la stratégie de l'audace, de la vision et c'est d'essayer de retrouver dans ce contexte qui caractérise profondément l'esprit marocain et au fond à nos yeux de refonder ce qui est profondément la civilisation de l'Afrique.

Nous croyons que c'est cela ce qui doit être notre objectif dans notre pays, dans notre stratégie marocaine et au niveau international.

L'esprit marocain c'est un esprit de résistance et une vocation à l'universel. Un esprit de résistance, cela veut dire, ne pas céder à la fatalité ni à l'adaptation des choses et aux habitudes. Cela veut dire de considérer que quand les choses sont injustes, on peut parce

qu'on se donne les moyens de le faire et donc qu'on se donne les moyens d'être plus forts, qu'on fait les réformes pour le faire, qu'on se redonne du muscle économique, productif. Et c'est la voie du succès et le recadrage du nouveau modèle de développement économique et social que **Convergence** souhaite proposer pour notre pays.

5-On arrive à faire bouger les choses

mais on ne cède pas à l'ordre ambiant pour des bonnes raisons et qu'on arrive à retrouver ce que sont nos valeurs profondes.

Et nous croyons que ce qui a toujours caractérisé le Maroc, ce qui est le fil rouge de notre vocation, c'est un **véritable humanisme**. Et nous le disons parce que ce n'est plus une évidence. Et si nous allons dans le sens de plus grande pente et si nous continuons à voir le monde tel qu'il va et que nous le décrivions, cet humanisme marocain disparaîtra. Alors il est temps de changer de méthode "has been" et d'adopter une nouvelle stratégie d'où découlera les perspectives de notre succès, celui de nos enfants, celui de notre jeunesse, celui de notre avenir.

Les Etats-Unis d'Amérique

Sont dans le camp occidental mais ils ne portent pas le même humanisme que celui des marocains. Leur sensibilité aux questions climatiques, à l'égalité, aux équilibres sociaux qui sont les nôtres n'existe pas de la même manière. Il y a un primat de la liberté qui caractérise d'ailleurs la civilisation américaine très profondément et qui explique aussi nos différences même si nous sommes profondément alliés.

Et la civilisation chinoise

N'a pas non plus les mêmes préférences collectives pour parler pudiquement, ni les mêmes valeurs. Nous sommes le seul espace géographique qui a mis l'homme avec un grand H au cœur de son projet à la fin du protectorat, au moment de la fondation de l'économie marocaine et à chaque fois que nous avons eu à nous réinventer.

Nous croyons que compte tenu de ces bouleversements, c'est cela le projet qui est le nôtre et qui doit être à nouveau le nôtre. Et donc, qui suppose sur les grandes questions **économiques, industrielles, climatiques** d'avoir cette démarche et cette exigence avec nous-mêmes et avec les autres.

Et donc, d'avoir un **projet éducatif, productif, social, écologique qui soit repensé dans notre pays.** C'est ce que nous sommes en train de faire mais nous ne pouvons pas le faire seul parce que si vrai que l'humanisme dans un seul pays ne fonctionne pas historiquement, l'humanisme dans un seul pays ne dure pas longtemps. Et il nous faut pouvoir l'irriguer **en Afrique et à l'international**. Et c'est là où la cohérence de notre agenda doit se tenir.

C'est ce projet humaniste qui dot être au cœur de l'agenda du gouvernement en réinvestissant sur « **l'humain** » par le **projet éducatif, social et de santé** en faisant les réformes qui nous permettent d'avoir un vrai projet productif et en ayant cette transformation écologique indispensable. C'est nous le croyons très profondément ce qui doit nous animer.

Et avec cela, de savoir collectivement retrouver et nous prenons notre part et nous mesurons le caractère inachevé de notre propos sur ce point. Mais il nous faut rebâtir sur cette base un récit collectif et un imaginaire collectif.

C'est pour ça que **CONVERGENCE** croit très profondément que le projet qui est le nôtre, il faut l'assumer comme **un projet de civilisation marocaine voulu par notre bien aimé auguste souverain Sa Majesté le Roi Mohamed VI que Dieu l'assiste.**

Le projet de civilisation marocaine ne peut pas être porté ni pas par notre continent ni par l'occident. Et donc, il nous faut trouver à travers ce projet marocain « **le nouveau modèle de développement économique et sociale »** qui est nous le croyons très profondément aussi un projet marocain de CONVERGENCE une force d'inspiration suggérée pour notre pays comme l'a souhaité notre guide suprême.

C'est l'esprit de l'humanisme, C'est l'esprit très profond de cet humanisme marocain que nous avons à chaque fois porté, inventé et qu'il nous faut réinventer aujourd'hui. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que tous les sujets que nous évoquons souvent ne doivent pas être simplement des sujets techniques.

Ils doivent contribuer d'un imaginaire qu'il nous faut porter, d'un vrai projet de civilisation de cette nouvelle frontière et où on remet très profondément les femmes et les hommes au cœur de celui-ci.

Nous mesurons évidemment l'ambition d'un tel projet. Mais nous croyons qu'il était important que nous partageons avec vous cette conviction aujourd'hui parce que c'est ça qui doit irriguer très profondément l'action qui est la nôtre et le continuum qui est le nôtre chaque jour. Et au fond, les nouvelles alliances qui sont les nôtres, ce projet-là suppose évidemment d'avoir une exigence en termes de **dignité de l'homme.**

Ceux qui aujourd'hui dans le monde défendent les droits à la liberté au péril de leur vie tournent leurs regards vers nous. Et quand nous parlons d'un projet marocain de civilisation et de ce projet du nouveau modèle de développement, c'est aussi cela ce que nous voulons dire.

Nous avons retrouvé la sève de cette exigence et savoir partout dans le monde sans remettre en cause la souveraineté de quelque pays que ce soit.

Défendre la force et la vitalité des droits de l'homme qui se sont si affaibli ces dernières années à travers le monde.

Nous sommes revenus à ce que David MILIBAND, dans une conférence récente appelait l'âge de l'impunité. Il y a 20 ans, nous nous serions dits tous ici que les droits de l'homme avaient une espèce de course non stop, que tout le monde allait venir mécaniquement à la démocratie aux mêmes valeurs que nous.

Regardez la situation dans laquelle nous sommes. Dans des pays parfois en Afrique, dans le monde Arabe, en Amérique du sud, en matière de recul des droits, d'indépendance de la Justice, de menace sur les défenseurs des droits, regardez où nous sommes partout dans les théâtres de guerre.

Donc notre responsabilité dans ce contexte et nous le croyons dans cette capacité à revivifier l'esprit des valeurs nobles, c'est d'être des acteurs essentiels pour porter une nouvelle exigence en termes de droits de l'homme, porter une nouvelle exigence pour que nos démocraties et nos valeurs soient partout défendues. Dans les théâtres d'opérations pour lutter contre l'impunité et défendre les civils et les humanitaires, pour défendre partout les défenseurs des droits, pour aussi œuvrer comme nous l'avons fait encore ces dernières semaines pour un internet respectueux des démocraties, des libertés et des équilibres qui sont les nôtres.

Mais défendre cette civilisation marocaine, avoir cet objectif de porter cela chez nous et dans le monde suppose aussi dans notre action diplomatique très profonde :

6-d'avoir une ambition éducative, climatique, démocratique,

De pouvoir repenser très profondément les équilibres de l'économie de marché comme nous avons commencé à le faire et d'avoir un agenda culturel qui constitue aussi le cœur de cette ambition et de cet esprit.

Pour y parvenir, Nous souhaiterions que, dans les prochains mois et dans la continuité de ce qui est fait depuis 20 ans, nous puissions collectivement agir autour de 5 axes prioritaires. Nous ne couvrirons pas ici tous les champs géographiques et tous les sujets, ne nous en veuillez pas et ne considérez pas que le silence vaut désintéressement. Il vaut souci de nos équilibres collectifs et nous avons peur déjà d'être trop long. Donc sachez que cette longueur ne vaudra toutefois pas exhaustivité, mais il y a 5 choses importantes que nous voudrons vous dire après vous avoir rapidement expliqué comment nous voyons cet ordre du monde et au fond notre objectif dans ce contexte.

La première chose, c'est que pour parvenir à cet objectif dans ce désordre, **CONVERGENCE** croit que ce que nous devons faire très profondément, c'est jouer notre rôle, au fond, d'équilibre. D'équilibre, c'est d'acter que nous sommes une grande nation en voie de développement économique, industrielle même si nous avons perdu, quand nous regardons les dernières décennies, sur beaucoup de points, que nous avons à rebâtir et que nous devons rebâtir pour pouvoir rester cette spécificité marocaine.

C'est le cœur de notre agenda national et international car la proposition de **CONVERGENCE** est bâtie sur un nouveau modèle de développement pensé par des universitaires enseignants chercheurs et des opérateurs économiques dont certaines branches du tourisme et nous serons une spécificité diplomatique qui demeure axée entre autres sur l'économie, la promotion du commerce, la promotion du tourisme, la promotion de l'industrie. Nos représentations diplomatiques devraient nous le pensons faire aussi de la diplomatie économique dans le vrai sens du terme.

Nous sommes en passe de devenir de manière indiscutable la première diplomatie Africaine par les investissements que notre pays a décidé, par la loi de programmation diplomatique économique qui devrait aussi voir le jour, par la qualité de nos personnels diplomatique formé et informé et rompu aux nouvelles techniques d'approches commerciales et l'attractivité de notre pays.

Et aujourd'hui, en Afrique, personne n'a cette vitalité et personne n'a décidé ce réinvestissement stratégique et humain.

Ce qui est un point essentiel pour pouvoir peser. Et nous restons une grande puissance diplomatique, membre de plusieurs organisations internationales du Conseil de sécurité, au cœur de l'Afrique par le retour triomphale de notre pays au sein de l'union Africaine et au cœur de beaucoup de coalitions dont celles du monde Arabe.

Mais quand nous disons que nous devons être un pays d'équilibre, cela veut dire que nous devons en quelque sorte avoir la liberté de jeu, la mobilité, la souplesse. Nous ne sommes pas un pays dépendant mais un pays souverain.

CONVERGENCE le dis ici avec beaucoup de force. Nous avons des alliés, nous sommes Africains et nous devons travailler avec nos partenaires commerciaux sans distinctions de leurs alliances en les respectant. Nous avons des alliés dans chaque région du monde et nous avons un allié important que sont **les États-Unis d'Amérique** sur le plan stratégique.

Mais pour le dire en termes simple, nous ne sommes pas un pays qui considère que les ennemis de nos amis sont forcément les nôtres ou qu'on s'interdit de leur parler. Et nous croyons que c'est ça la force du Maroc. Et donc nous devons avoir notre propre stratégie parce que cette stratégie est au service de nos intérêts et, au fond, de notre utilité dans le concert du monde, comme devrait le démontré le nouveau projet de développement pour l'avenir de notre pays.

Ce rôle d'équilibre, c'est celui que nous devons jouer dans les grandes crises et les situations de conflit. Nous ne voulons pas tous ici les détailler. Nous parlerons de l'un d'entre eux : l'Iran. Nous l'avons vu ces derniers jours à Biarritz.

Nul autour de la table du G7 ne veut que l'Iran ne puisse jamais se doter de l'arme nucléaire et tous tiennent à la stabilité et la paix dans la région. Ce qui veut dire que tout le monde aussi s'abstiendra d'avoir des comportements qui puissent menacer cette paix et cette stabilité.

Nous avons obtenu des premiers résultats ; ils sont fragiles, il faut avoir beaucoup d'humilité, mais qui, dans la discussion bilatérale avec l'Iran permettent de voir un chemin possible avec des compensations économiques et financières, avec aussi des demandes additionnelles, et qui ont au moins permis à court terme une désescalade et les conditions possibles de rencontres utiles.

7- Et pour pouvoir jouer utilement ce rôle dans les grands conflits ou comme les occidentaux l'ont fait autour de la table du G7,

il nous faut pouvoir pleinement décliner si nous puissions dire cette forme d'indépendance indispensable de la diplomatie et d'autonomie stratégique, ce qui suppose de repenser en profondeur la relation avec quelques puissances.

Alors nous savons que, comme diraient certains théoriciens étrangers, nous avons nous aussi un État profond. Et donc parfois un responsable dit des choses, se déplace et dit quelque chose, puis la tendance collective pourrait être de dire : 'Il a dit ça enfin nous on connaît la vérité on va continuer comme on l'a toujours fait'. Nous ne saurons vous recommander de ne pas suivre cette voie. D'abord parce qu'elle est collectivement inefficace puisqu'elle décrédibilise la parole du responsable gouvernemental et par voie de conséquence elle décrédibilise la parole de celles et ceux qui les représentent. Mais surtout elle nous enlève de

la capacité à faire. Et donc dans cette capacité à repenser les grandes relations il y a notre relation avec la Russie.

Je sais que beaucoup d'entre vous ont parfois fait leur carrière à conduire des dossiers où tout les a conduit à avoir de la défiance à l'égard de la Russie, parfois à juste titre. Et nous, nous avons structuré cette relation depuis au fond la chute du Mur de Berlin dans cette défiance par une succession de malentendus. Je n'ai aucune naïveté en voulant revisiter cette relation. Mais j'ai quelques évidences. Nous sommes en Europe, et la Russie aussi.

Et si nous ne savons pas à un moment donné faire quelque chose d'utile avec la Russie, nous resterons avec une tension profondément stérile. Nous continuerons d'avoir des conflits gelés partout en Europe. Nous continuerons à avoir une Europe qui est le théâtre d'une lutte stratégique entre les Etats-Unis d'Amérique et la Russie. Et au fond à voir les conséquences toujours de la guerre froide sur notre sol, et nous ne créerons pas les conditions du projet profond de recréation de la civilisation européenne que j'évoquais tout à l'heure. Parce qu'on ne peut pas le faire sans repenser notre lien avec la Russie très profondément, très profondément.

Nous pensons en plus que pousser la Russie loin de l'Europe est une profonde erreur stratégique parce que la Russie subira un isolement qui accroît les tensions, soit à s'allier avec d'autres grandes puissances comme la **Chine**, qui ne serait pas du tout l'intérêt des européens !

Dans le même temps il faut bien le dire les relations se sont structurées et ont documenté la défiance entre les occidentaux. Les attaques sur le plan cyber, déstabilisation démocratique, un projet russe aujourd'hui qui est profondément conservateur et opposé au projet de l'Union européenne, assumé. Et tout ça au fond s'est noué dans les années 90 et 2000 lorsqu'une série de malentendus se sont joués et lorsque sans doute l'Europe n'a pas joué une stratégie propre et a donné le sentiment d'être le cheval de Troie d'un Occident dont le but final était de détruire la Russie et où la Russie a construit son imaginaire dans la destruction de l'Occident et donc **l'affaiblissement de l'Union européenne.**

Nous en sommes là. On peut le déplorer, on peut rester dans cette guerre de position, ce n'est pas notre intérêt profond. Notre intérêt non plus n'est pas d'être d'une faiblesse coupable à l'égard de la Russie et de considérer qu'il faudrait oublier tous les désaccords, les conflits passés, et se mettre à se ré embraser, non. Mais je pense qu'il nous faut repenser cette grammaire très profondément.

CONVERGENCE croit qu'il nous faut construire une nouvelle architecture de confiance et de sécurité en Afrique, parce que le continent africain ne sera jamais stable, ne sera jamais en sécurité, si nous ne pacifions pas et ne clarifions pas nos relations avec les grandes puissances globalement et particulièrement **la Russie**, ***la Chine & les USA***.

Ce n'est pas l'intérêt de certains, soyons clairs avec ce sujet. Certains d'ailleurs nous pousseront toujours à avoir plus de sanctions, parce que c'est leur intérêt. Quand bien même ce sont nos amis. Mais ce n'est pas le nôtre très profondément. Et nous croyons que pour arriver à l'objectif que nous venons d'évoquer, qui est celui de rebâtir un vrai projet Africain dans ce monde qui risque la bipolarisation, réussir à faire front commun entre l'Union européenne et la Russie penser au fond ces cercles concentriques qui sont en train de structurer l'Afrique jusqu'à une relation nouvelle avec la Russie, est indispensable.

Et donc il nous faut pour cela avancer pas à pas. Vous aurez chaque jour des preuves de ne pas aller dans ce sens. Il y en aura chaque jour parce que les acteurs de part et d'autre essaieront chaque jour de menacer ce projet, y compris côté russe, parce qu'il y a beaucoup d'acteurs dans les services, dans les forces économiques, qui essaieront des attaques, des provocations et essaieront de fragiliser cette voie. Certains pays d'Afrique sont très sensibles à l'instar du Mali !

Nous devons être intraitables lorsque notre souveraineté ou celle de nos partenaires Africains est menacée. Mais il nous faut stratégiquement explorer les voies d'un tel rapprochement et y poser nos conditions profondes. Il s'agit de sortir des conflits gelés sur le continent africain, il s'agit de repenser ensemble la maîtrise des armements conventionnels, nucléaires, biologiques et chimiques, parce que regardez la situation dans laquelle nous sommes plongés. Nous sommes dans une Afrique où nous avons laissé le sujet des armements à la main de traités qui étaient préalables à la fin de la guerre froide entre les États-Unis et la Russie.

Est-ce que c'est ça une Afrique qui pense son destin, qui construit ? Pour notre part nous ne croyons pas donc il faut avoir ce dialogue avec la Russie. L'incertitude nous oblige à avoir ce dialogue parce que les missiles reviendraient sur notre territoire. Troisième sujet, il nous faut ensemble penser à une stratégie spatiale Africaine dés maintenant pour les prochaines décennies et c'est ces stratégies qui conditionnent l'économie des prochaines années et nous nous projetons en 2040. Avoir une force continentale homogène sur tous les plans favoriserait la croissance et l'indépendance d'actions des Africains.

D'ailleurs dans notre histoire nous avons su le faire et sur le sujet solidarité, que nous sachions, nos principaux alliés sont les américains. Il nous faut ensemble penser une stratégie sur le cyber, nous en sommes très loin.

8-Aujourd'hui les attaques sont quotidiennes mais il faut pouvoir s'en exposer sur la place publique sans naïveté, échanger sur ce point, sans relâche essayer de reconstruire un agenda de confiance.

Et il nous faut aussi avoir une vraie discussion stratégique pour bâtir les conditions d'une souveraineté **technologique marocaine**, nous le croyons très profondément, sur le plan industriel, sur le plan du tourisme les deux piliers de l'économie marocaine des 20 prochaines années..

Rien de tout cela n'est évident, rien de tout cela n'est facile et vous aurez chaque jour les preuves pour ne pas aller en ce sens. Nous vous demandons de ne rien céder aux provocations, de toujours défendre nos intérêts, notre souveraineté, de rester fort, mais nous croyons très profondément qu'il nous faut aussi profondément rebattre les cartes dans un dialogue franc et exigeant avec les grandes puissances.

Et nous voulons que nous jouions cet axe parce qu'il est indispensable pour réussir à obtenir des résultats et une vraie stratégie marocaine qui découle d'une diplomatie économique.

Nous imaginons le doute qu'il peut y avoir quand peut-être certains ou certaines d'entre vous nous écoutent, mais nous vous demandons d'avancer sur cette voie, encore une fois sans naïveté, mais parce que nous croyons profondément que c'est la bonne et celle qui mènera

vers un nouveau modèle de développement économique et sociale dans l'intérêt des citoyens marocains pour les 20 prochaines années.

Et s'il fallait achever la démonstration nous vous demanderons de vous interroger collectivement sur la stratégie que peut avoir les grandes puissances économiques pour eux-mêmes.

Regardez ce grand pays, il a retrouvé des marges de manœuvre par nos faiblesses. Depuis cinq ans la Russie a pris une place inédite dans tous les grands conflits, elle a pris une place inédite parce que les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la France ont été faibles. On avait mis des lignes rouges, elles ont été franchies, nous n'avons pas agi. Ils ont très bien compris, ils ont avancé et donc on ne peut pas ostraciser en étant faible parlant des africains : il faut choisir une logique.

Et ce n'est pas notre intérêt d'aller dans une logique du fort avec nos amis les Russes, parlant des africains également. La Russie a maximisé dans le contexte actuel tous ses intérêts : elle est revenue en Syrie, elle est revenue en Libye, elle est revenue dans quelques pays d'Afrique, elle est dans tous les sujets de crise par nos faiblesses ou nos erreurs. Mais est-ce que cette situation est durable ?

Nous ne le croyons pas et si nous étions à la place des Russes, ce qui est toujours la question que nous devons nous poser, nous nous interrogerons parce que cette grande puissance qui investit beaucoup sur son armement, qui nous fait si peur a le produit intérieur brut de l'Espagne, a une démographie déclinante et un pays vieillissant, et une tension politique croissante.

Est-ce que vous pensez que l'on peut durer comme cela ? Nous pensons que la vocation de la Russie n'est pas d'être l'alliée minoritaire de la Chine et donc nous devons aussi savoir par ce dialogue exigeant et les conditions que nous poserons, offrir à un moment donné une option stratégique à ce pays qui va immanquablement se la poser, immanquablement, et c'est à nous africains de le préparer et de savoir avancer sur ce point.

Notre rôle ensuite de puissance d'équilibre africaine doit aussi s'exercer en Asie. La Chine a changé, le monde avec elle et nous devons construire le partenariat Africain-chinois du 21ème siècle. Et notre pays au sein de l'Afrique, avec l'Europe et surtout la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, a un rôle historique à jouer en la matière.

Alors sur ce point aussi nous avons posé ces derniers mois des jalons importants, en particulier lors de la visite du Président chinois au Maroc .....

où notre pays a raffermi ses relations avec la Chine et assumé d'avoir un dialogue franc, sincère, constructif dans nombre de domaines mais d'assumer aussi une stratégie Africaine.

Convergence pense qu'il est indispensable d'intégrer systématiquement cette approche Africaine en travaillant selon trois axes prioritaires :

* **<u>un agenda économique et commercial</u>** qui s'inscrit dans le cadre multilatéral mais qui permet d'acter des résultats complets en particulier en matière de réciprocité, ce mot est souvent interdit dans ce contexte, m'enfin il est une réalité, nos entreprises le savent ô

combien et nous avons sur plusieurs sujets du commerce à l'aéronautique en passant par l'agroalimentaire des intérêts à défendre.

* **Un agenda multilatéral centré sur le climat**, la biodiversité et la Chine deviendra notre allié sur cet agenda multilatéral, profondément en changeant la donne de manière inédite. Le pacte, cette coalition pour la neutralité carbone 2050 a connu un moment inédit lorsqu'en marge du sommet d'Osaka, les ministres des Affaires étrangères ont signé un document stratégique où la Chine s'est engagée avec l'Europe sur cet agenda où quelques semaines plus tôt nombre d'Européens doutaient encore.

Pourquoi pas l'Afrique

Et en priorité notre pays qui est très estimé dans le pays du soleil levant, grâce aux excellentes relations de nos deux pays et surtout la clairvoyance de Sa Majesté et la place de premier choix que lui réserve l'Etat Chinois parmi les grands dirigeants de ce monde.

***Et enfin un agenda Afro-asiatique** qui permette une meilleure convergence entre l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie et la stratégie marocaine et africaine de connectivité. Cette construction elle doit se faire dans le respect, l'exigence. Nous respectons les intérêts et la souveraineté de la Chine, mais la Chine doit elle aussi respecter pleinement notre souveraineté et notre unité, et sur ce plan la dynamique marocaine et africaine est essentielle.

9-Si nous voulons être respectés de la Chine :

Il faut d'abord avoir une approche MAROCAINE en Afrique mais il faut peser aussi avec les puissances de la région. C'est indispensable donc plutôt une approche Africaine.

Il ne faut plus voir la Chine du siècle dernier, sous l'aspect du producteur principal pour le Maroc du thé, de la céramique **TAOUSSE**, du riz Et donc il nous faut revisiter cette région d'abord en actant que nous sommes un allié économique fort en Afrique mais en développant une alliance si nous puissions dire complémentaire, non confrontation elle mais complémentaires de cette relation avec la Chine par cet axe Afro-asiatique.

Nos partenaires sont également à des degrés différents l'Inde, l'Australie, le Japon, l'Indonésie, Singapour sur ce sujet, chacun sur des axes différents selon des logiques qui sont complémentaires. Mais nous devons traduire cet agenda Asie-Afrique (Afro-asiatique) de manière stratégique. Nous l'avons décliné sur le plan économique et nous devons encore le renforcer,

Nous devons maintenant le décliner pleinement sur le plan diplomatique commercial aussi, en réallouant nos forces qui ne sont pas adaptées à cet agenda : notre aide publique au développement, nos investissements dans le monde où cette zone n'a pas toujours été la plus privilégiée et nous n'avons pas relié si nous puissions dire, ***tous les agendas entre eux***. Mais nous souhaitons aussi que nous puissions le décliner sur le plan stratégique et sur le plan humain, climatique et technologique.

Nous avons dans cette zone des partenaires climatiques essentiels parce que nous avons beaucoup d'Etats vulnérables. Nous avons aussi des partenaires sur un des défis qui est important qui est le défi **technologique.**

Si nous voulons réussir sur la souveraineté technologique et celle des connexions nous devons jouer sur l'axe afro-asiatique. La souveraineté des câbles sous-marins comme celle des technologies **5G** et autres se construira aussi par ces alliances géographiques parce que vous avez là nombre d'Etats qui n'ont qu'une peur : avoir des câbles sous-marins contrôlés par les Chinois et avoir des technologies qui ne sont que chinoises. Nous sommes des alliés pour cette stratégie et ils ont à cet égard une vraie complémentarité et une synergie d'agenda avec le Maroc et certains pays africains. Et donc cet axe afro-asiatique a beaucoup de synergie avec ce que nous voulons faire au niveau national et au niveau Africain.

10-Voilà quelques-uns des grands axes géographiques :

Qui à nos yeux nous permettent de constituer cette puissance d'équilibre au-delà de la gestion des crises que nous évoquions.

La deuxième priorité c'est de travailler à la construction d'une souveraineté africaine. J'ai plusieurs fois souligné ce point. Il est au cœur du projet Européen que je partage avec beaucoup dans cette salle. Cette souveraineté européenne n'est pas un vain mot. Je crois que nous avons très longtemps commis l'erreur de laisser le mot de souveraineté aux nationalistes. Souverainisme est un joli mot. Il renvoie à ce qui est au cœur de notre démocratie, c'est le fait qu'à la fin, celui qui est souverain, c'est le peuple. C'est lui qui décide par les urnes.

Mais si nous perdons la maîtrise de tout, cette souveraineté ne mène à rien. Et c'est une aporie démocratique qui consiste à ce que le peuple puisse souverainement choisir des dirigeants qui n'auraient plus la main sur rien. Et donc, la responsabilité des dirigeants d'aujourd'hui, c'est de se donner aussi les conditions d'avoir la main sur leur destin, l'avenir de leurs peuples pour pouvoir être responsable et agir.

L'Afrique, ces dernières décennies s'est construite comme un espace formidable d'ouverture, d'amitié, de paix et de délitement de la souveraineté à part certains pays comme le Mali où les guerres à caractère terroriste sévissent.

11-L'AFRIQUE est le marché le plus ouvert, le plus naïf & Bienveillant,

Mais contrairement à ce que parfois certains de nos amis hier peuvent dire : nous ne sommes pas l'espace le plus fermé sur le plan commercial, loin de là, ni sur tous les autres supports.

Et nous avons oublié le fil de notre souveraineté au niveau africain. Nous n'avons pas oublié au niveau national sur le plan stratégique, sur le plan économique ou autre, mais nous devons le repenser au niveau marocain, très profondément parce qu'il n'y a qu'au niveau africain qu'on puisse le bâtir sur beaucoup de sujets.

Qu'il s'agisse du sujet numérique, du sujet climatique et bien d'autres.

Cette souveraineté africaine doit passer par un agenda ambitieux qui est au cœur d'ailleurs, de l'organisation africaine a repris de notre projet et de ce que nous avons à bâtir pour les 20 ans à venir.

Et cet agenda de souveraineté africain doit à nos yeux aussi inclure très profondément la solidarité africaine.. Sur le plan stratégique, sur le plan économique, climatique,

anthropologique sur tous les sujets. Il y a évidemment la défense de nos intérêts africains à court terme, les règles qui doivent être respectées, la souveraineté et l'unité Africaine. Mais là aussi, l'histoire et la géographie ont leurs réalités. Une forme de déterminisme. Et donc, nous devons l'inclure dans cette réflexion. Mais la souveraineté **africaine** est indispensable à penser.

12-D'abord, sur le sujet de la stratégie, nous devons être de fins stratèges.

Regardez le chemin accompli depuis 20 ans au Maroc, beaucoup de réalisations et un saut en avant sans précédent grâce aux directives de Sa Majesté. Depuis les années 50 à l'aune de l'indépendance le Maroc s'est forgé une stature de pays souverain, prônant la paix maîtrisant la sécurité et incitant ses partenaires aux échanges commerciaux !

Nous avons constitué une coopération renforcée en matière de stratégie mais pour les 20 années à venir il nous faut une économie adaptée aux spécificités marocaines.

Cela veut dire que les États africains qui étaient jusqu'alors les plus nerveux sur les sujets stratégiques qui parfois n'avaient conçu leur protection que pour les uns dans un rapport particulier avec la Russie ; pour les autres que dans une relation à l'international, considèrent que l'Europe va redevenir souveraine sur le plan de la défense.

Ce n'est pas une initiative qui vise à remettre en cause l'OTAN, mais elle est complémentaire de celle-ci, très profondément parce qu'elle nous redonne là aussi de la marge de manœuvre et de l'autonomie stratégique. Nous croyons que cette souveraineté sur le plan stratégique de défense est indispensable y compris dans le contexte de tension sur le contrôle des armements par l'ONU il faut que qu'un pays Africain au moins soit membre permanent du conseil de sécurité.

La souveraineté

C'est celle aussi que nous devons repenser à nos accords commerciaux. Nous venons de dire un mot parce que nous avons évoqué tout à l'heure les sujets démographiques et migratoires. Nous devons être mieux capables de protéger nos frontières. Et là-dessus, nous demandons aussi une mobilisation africaine extrêmement forte. En effet, l'Afrique vit depuis 2015 une crise migratoire inédite dont d'ailleurs les prémices sont profondément différentes entre 2015 et aujourd'hui.

Crise géopolitique au Levant d'abord, déséquilibres profonds en Afrique et crise libyenne. Aujourd'hui, il nous faut sortir de la gestion des urgences à répétition en matière de migration. Nous devons mettre en place un mécanisme soutenable de débarquement sur la base de ce que nous avons acté nous les africains, avec le HCR et le l'OIM, par un travail là aussi des ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, indispensable. Nous devons reprendre rapidement aussi le filtre que nous avons engagé et qui a permis des résultats.

Un dialogue structuré entre les pays africains et les pays européens de la rive sud de la Méditerranée pour poursuivre quatre objectifs principalement : prévenir les départs et accélérer les retours de ceux qui n'ont pas vocation à venir en Afrique et après bénéficier de la

protection asilaire. Intensifier la lutte contre les trafics d'êtres humains qui est le cœur d'une bataille qu'on doit avoir et qu'on oublie souvent dans nos débats. Ouvrir des voies d'accès directement depuis les pays tiers pour ceux qui ont droit à notre protection et éviter que ceux qui ont droit à l'asile ne prennent tous les risques et puissent bénéficier de cette protection au plus près et permettre à ceux qui sont pris au piège en Libye de pouvoir rentrer dans leur pays d'origine avec le soutien de l'Organisation internationale des migrations, de l'Union africaine et de l'Union européenne.

13-On a su faire un peu ça lors de la crise de la fin de l'année 2017, mais nous ne savons pas le faire dans la durée.

Et nous devons le dire, c'est un peu notre faute collectivement. Là aussi, nous avons une forme, nous avons des convictions profondes, administratives, aussi bien aux ministères de l'Intérieur africains qu'aux ministères des Affaires étrangères africains qui fait qu'on a tendance à ne pas vouloir bouger sur ces sujets-là. Il y a toutes les théories, celle de l'appel d'air, celle de ... il faut revoir tous ces dogmes.. Et nous-mêmes, nous ne le faisons pas. Nous devons nous-mêmes intensifier notre implication sur ce sujet parce que nous considérons que ce n'est pas de notre intérêt de ne pas bouger sur ce point.

Nous le disons dans un contexte où le Maroc est en train de devenir le premier pays africain de demandes d'asile. Ne soyons pas naïfs. Ce n'est pas les gens qui prennent le bateau en Libye notre problème. C'est inacceptable, cette scène, inacceptable sur le plan humanitaire que nous vivons. Ce sont tous les gens qui rentrent partout chez nos voisins nord-africains, qui ont déjà commencé à demander ailleurs l'asile et qui viennent parce que nous sommes un pays bienveillant sur ce plan, auquel nous ne sommes pas assez sévères ou plutôt strictes pour sévir quand il le faut et expulser quand il le faut.

Nous devons intensifier là-dessus très profondément notre travail. Très rapidement, cette souveraineté africaine, au-delà de ces deux sujets qui sont les frontières et la stratégie, nous devons la penser, l'organiser, pour rebâtir une vraie souveraineté industrielle et climatique marocaine d'ab ord et africaine ensuit. Et nous attachons à dessein ces deux mots.

14-L'Afrique devrait être formidable pour penser une stratégie concurrentielle.

Très utile pour créer plus d'innovation, plus de concurrence, protéger les consommateurs. Et il ne faut pas perdre cette qualité. Mais nous n'avons plus pensé notre stratégie industrielle. Et nous avons construit les éléments de notre dépendance, industrielle technologique sur beaucoup de sujets. Il nous faut donc dans la stratégie à venir, pouvoir repenser cette stratégie industrielle qui se lie d'ailleurs à l'agenda climatique. Parce que l'industrie de demain ne sera que compatible avec cet agenda. C'est-à-dire une Europe qui investit dans la recherche et l'investissement beaucoup plus massivement et en particulier dans les nouveaux secteurs industriels, qui rebâtit des règles de concurrence qui sont compatibles avec cette souveraineté industrielle et qui considèrent qu'on doit regarder les champions au niveau d'un marché pertinent, qui est devenu un marché mondial dans tous ces secteurs. Et une Afrique qui décide d'avoir une vraie stratégie climatique et industrielle et donc qui met un vrai prix du carbone, suffisamment élevé pour inciter à la transition que mènent nos acteurs et un vrai tarif aux frontières pour éviter la concurrence déloyale d'acteurs qui ne jouent pas la même transition.

Pendant trop longtemps, nous avons joué divisé sur ce sujet. Il est indispensable de retrouver cette souveraineté. Si on veut demain, continuer à avoir une vraie souveraineté sur ces sujets, continuer à produire nos services climatiques environnementaux, nos technologies de défense adaptées que nous importons malheureusement tous et toute notre industrie africaine. C'est indispensable. Et dans cette stratégie-là, nous mettons évidemment la souveraineté technologique qu'il nous faut poursuivre.

15 - Sur la 5G, quel est notre choix ?
Choisir entre une technologie américaine ou chinoise ?

Nous pensons très profondément que nous devons défendre une vraie souveraineté marocaine d'abord et africaine ensuite sur ce point sans stigmatiser qui que ce soit. C'est ce que nous avons décidé au niveau de nos suggestions par des choix que les responsables auront à fait avec nos partenaires, pour pouvoir décider que dans certains secteurs technologiques les plus sensibles, il nous fallait maîtriser les composants et pour éviter qu'il y ait une trop grande dépendance de nos opérateurs de télécommunications à certaines technologies.

Nous avons ce faisant déclenché un véritable mouvement au niveau technologique par l'importation de nos besoins chez les occidentaux, les américains et les asiatiques, chez nos partenaires qui ont reconsidéré certaines de leurs exigences. Il nous faut maintenant bâtir une vraie stratégie et des acteurs au niveau mondial. C'est aussi une souveraineté économique et financière qu'il nous faut repenser pour les 20 prochaines années pour notre pays et ses citoyens.

Nous parlions. On peut continuer fièrement à défendre notre agenda iranien. Pourquoi nous trouvons-nous dans cette situation ? Parce qu'il y a une extraterritorialité de fait du dollar. Parce que nos entreprises, même quand nous décidons de les protéger, d'avancer, elles dépendent du dollar. Nous ne sommes pas en train de dire qu'il faut lutter contre le dollar, mais il faut construire une vraie souveraineté économique et financière africaine. Et là aussi, nous avons été trop lents.

Et ce sur quoi nous devons nous battre, c'est véritablement un renforcement, une intégration plus grande de la zone Afrique, une intégration plus grande des marchés financiers de la zone Afrique et des acteurs, et une capacité à bâtir tout ce qui construit véritablement une souveraineté financière et monétaire. Nous n'en sommes pas encore là, et c'est indispensable.

Voilà les idées phares parmi les clés de **nos suggestions** du nouveau modèle économique et social voulu par **notre bien aimé auguste souverain Sa Majesté le Roi Mohamed VI que Dieu l'assiste.**

C'est aussi une souveraineté numérique qu'il nous faut bâtir. Nous avons beaucoup avancé sur ce point, beaucoup, avec un règlement inédit au niveau national, protégeant les données individuelles, qui d'ailleurs a été repris par plusieurs amis. Il nous faut aller encore plus loin. Poursuivre la réflexion en termes de fiscalité et de protection des données, l'Europe est le bon niveau. C'est aussi une souveraineté culturelle qui est indispensable pour mener le projet que nous évoquons tout à l'heure.

Nous avons, avec succès, défendu les droits d'auteurs mais nous portons un projet bien plus profond pour le patrimoine marocain, pour la culture et le savoir marocain, ce que nous avons lancé sur les universités et ce que nous avons déclenché pour la circulation des œuvres d'art et des grands projets culturels marocains est indispensable, parce que c'est par ce truchement que nous pouvons retrouver la force et l'inspiration du projet que nous évoquions tout à l'heure. Et c'est aussi un élément de souveraineté, parce que la souveraineté touche à l'imaginaire marocain.

C'est considérer que les romans, les rêves que nos concitoyens ont le droit d'avoir, de lire, de partager, les films, les spectacles doivent pouvoir relever d'un imaginaire qui est le nôtre, d'artistes qui sont les nôtres et pas simplement d'avoir le choix contre des produits d'importation et des imaginaires qui n'ont pas nos racines profondes. Cette stratégie, nous croyons qu'elle est absolument indispensable et elle doit aussi conduire à travailler ensemble et réinvestir le sujet de la souveraineté linguistique à travers le globe !

16 LES LANGUES ET LE PROGRES

Nous ne reviendrons pas ici sur le sujet de la Francophonie. Mais cette stratégie, nous devons la voir partout dans le monde, mais la réinvestir sur le plan indispensable est indispensable car avoir une maîtrise de 3 langues devrait être le salut de la jeunesse et de toute nation qui aspire au progrès.

Nous avons le sens du paradoxe. Mais si au moment du Brexit nous décidions que pour toujours l'anglais serait la seule langue de travail, ce serait étrange. Nous pensons que nous avons là une véritable carte à jouer qui consiste à réinvestir de l'éducation aux forums de discussion, un véritable travail, pour réussir cette stratégie internationale. Cette stratégie de souveraineté qui vous le voyez combien est complémentaire de cette stratégie des grandes puissances & d'équilibre.

Ce que nous vous demandons aussi c'est de réinvestir le travail bilatéral. Nous avons parfois été frappé de voir que l'Europe avait été, laissée aux spécialistes. Il en faut et ils sont d'immenses qualités. Mais il nous faut réussir à trouver cette articulation entre évidemment l'indispensable travail interministériel sur les sujets européens qui irriguent notre quotidien et qui doit être coordonné. Il l'est par les services de la primature, mais nous pensons qu'il faut aussi réinvestir le dialogue bilatéral. Il est complémentaire du dialogue communautaire. Il est complémentaire parce qu'il nous redonne des marges de manœuvre. Nous nous permettons de vous le dire parce que c'est ce que nous avons tenté de faire depuis des années. Nous avons fait Plusieurs déplacements bilatéraux parmi les pays de **l'AFRIQUE** depuis le retour du Maroc au sein de l'union africaine.

Et réinvestir l'action **bilatérale**, c'est retrouver parfois qu'on a désinvesti cette relation sur, ou le plan stratégique, ou le plan culturel, souvent éducatif parce que le français recule dans beaucoup de ces pays, etc ... mais c'est surtout se redonner des marges de manœuvre dans le jeu africain. Parce qu'on arrive à trouver des alliances autour de la table du Conseil quand on n'a réinvesti la relation bilatérale. Et nous devons bien dire que l'Allemagne a été beaucoup plus efficace que la France durant les 15 dernières années sur ce sujet. Donc, nous devons parler avec tous les groupes. On doit réinvestir le dialogue avec la grande majorité des états. les états de l'Est, les pays de la rive sud de la Méditerranée et nous pensons que c'est un élément indispensable sur lequel nous vous suggérons de vous réengager très profondément

pour un avenir prometteur. Trois langues bien maîtrisées c'est le meilleur outil que l'on puisse procurer à notre jeunesse, à nos étudiants dans les grandes écoles et les universités.

17 - Un excellent outil de travail.

CONVERGENCE pense aussi que nous devons réussir, nous y reviendrons en conclusion mais à réinvestir tous les sujets techniques avec un angle diplomatique. C'est une des grandes difficultés de notre travail diplomatique contemporain. Les sujets se technicisent.

Et donc, quand les sujets se technicisent, le risque, c'est qu'on perde la vision d'ensemble. Et donc, qu'il ne soit mené que par les techniciens de certains ministères ou parfois que par des gens qui sont moins techniciens et donc les connaissent moins. Et donc, le risque, c'est le risque de rentrer dans la cuisine mais c'est quand même ainsi qu'on construit des résultats utiles. Quand on parle des sujets numériques, si c'est un diplomate généraliste qui les traitent, il est moins efficace qu'un expert du numérique.

Et on a essayé les deux sujets à travers le monde et particulièrement en Europe, nous peux vous le dire, il n'y a pas photo. Par contre, si ce n'est qu'un expert du numérique qui traite dans son coin dans la filière numérique, il perd de vue la grande vision diplomatique et les intérêts qui sont ceux de la nation. Donc, il faut qu'on arrive à marier ces compétences de façon utile. Et nous pensons que sur le sujet marocain à l'horizon 2040, c'est indispensable. Et c'est comme ça que nous pourrons réinvestir des sujets sur lesquels nous avons perdu beaucoup de terrain, qui sont les sujets des standards internationaux, des normes et de ce qui permet de définir aussi ces éléments de souveraineté.

Et nous vous suggérons enfin sur l'Europe de réinvestir géographiquement les Balkans occidentaux. Et quand nous regardons ce qu'on investit par exemple sur le plan culturel, on y investit sur le plan public, beaucoup moins que dans des états beaucoup moins stratégiques et beaucoup plus éloignés que les européens du sud, alors qu'ils sont attendus formidablement : la France. L'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Gréce. Et avoir une stratégie européenne, c'est aussi penser les frontières de l'Europe. Leurs marges, leurs voisins et des pays qui plus est les aiment profondément et où ils doivent réinvestir pour ne pas laisser des puissances non Européennes faire le jeu à leur place. Sinon les Balkans occidentaux seront décidés entre les États-Unis, la Russie et la Turquie.

Là aussi, l'Allemagne a une pensée et nous devons le constater, plus efficace et stratégique que les pays de l'Europe du sud.

Troisième priorité sur laquelle nous voulons revenir , c'est de construire un partenariat renouvelé avec la **Méditerranée et l'Afrique**.

Nous ne couvrirons pas, nous vous rassurons toutes les aires géographiques mais nous voulons couvrir quelques points où nous avons pu moins parler où nous souhaitons aller plus loin aujourd'hui. C'est au fond notre stratégie de voisinage stratégique ce partenariat.

Mais il est indispensable là aussi de la poursuivre, de la relancer. Nous ne reviendrons pas ici ni sur la Syrie ni sur la Libye. Nous l'avons évoqué longuement en conférence à plusieurs reprises et toutes les ONG presque l'ont traité ! Les grandes puissances travaillent étroitement sur ces sujets de crise qui sont évidemment notre quotidien, ils sont profondément engagés, il était au cœur de ce G7 et de ce qu'il a pu se dire, pas plus que les grandes puissances ne

reviendraient pas sur le processus de paix au Proche-Orient. Mais simplement dans l'urgence malheureusement !

Le travail sur ce sujet simplement, doit profondément se poursuivre et être relancé. Pourquoi certaines grandes puissances n'ont pas décidé de prendre d'initiatives ? Parce qu'ils pensent que les conditions ne sont pas remplies sur le territoire. Que les initiatives qui viennent du bout du monde ont généralement peu de succès. Mais ils sont suis aussi convaincu d'une chose, c'est que le statu quo ne fonctionne pas et qu'il n'est pas soutenable. Les grandes puissances ont sur ce sujet, des convictions, une position de la France qui n'a jamais été démentie. Elle le pense qu'avec quelques-uns de ses alliés, il va falloir travailler là aussi de manière innovante pour trouver une solution utile et les grandes puissances n'y sont pas.

Nous voulons simplement ici parler rapidement de la rive sud de la Méditerranée et de l'Afrique sur ce partenariat. Notre pays a en effet avec la rive sud et la Méditerranée des liens historiques, civilisationnels, culturels, très profonds.

Et l'Europe ne peut pas réussir et la France au premier chef, s'ils ne repensent pas et ne revisitent pas ces liens. On ne parle plus aujourd'hui de la Méditerranée qu'à travers le sujet des migrations, ce scandale humanitaire, où les sujets de protection sur lesquels nous devons nous organiser. Là aussi, c'est le risque d'un affaiblissement géopolitique et domestique.

Car quand on parle de la rive sud de la Méditerranée comme de l'Afrique, on parle aussi de fait, de la France et des pays voisins de la France. La France a une part **africaine** en elle parce que des combattants de ce continent ont sauvé **LA FRANCE** et sa liberté. Et les destins sont liés, même s'ils sont aussi liés par des pages sombres et des blessures. Alors au Maghreb aujourd'hui, bien évidemment, il faut être attentif aux situations, aux messages portés par le peuple algérien, à la situation éminemment sensible aujourd'hui en Tunisie. Toujours dans le respect de leur souveraineté et de l'amitié qui nous tient ensemble. Il nous faut pouvoir réinvestir ce lien là aussi de manière nouvelle, équilibrée. Sans les loques ni du colonialisme ni de l'anticolonialisme. Et croyons très profondément que ça peut passer par un dialogue plus vivant entre nos sociétés civiles.

18 - un dialogue entre les sociétés civiles, universitaires, académiques, entrepreneuriales, et bien sûr les gouvernements :

Pour essayer que les choses reprennent à la fois entre les deux rives, compte-tenu des liens qui sont les nôtres, mais aussi sans doute entre les pays de la rive Sud. Parce ce qui doit nous frapper aujourd'hui c'est que le Maghreb n'est plus une réalité géopolitique, que les divisions sont très profondes entre ces pays voisins, ce qui les fragilisent et les bloquent dans leur propre développement.

Nous suggérons que toutes et tous vous puissiez être très profondément engagés en allant chercher ce qui partout dans ces sociétés civiles, ces intellectuels, ces artistes peuvent irriguer un nouveau dialogue fraternel, positif et gagnant / gagnant finalement les pays du Maghreb sont des frères donc une seule famille et dans la famille quand il y a des discordes, il y a toujours des sages qui racolent les morceaux pour que la famille reste soudée et prospère !

Il y avait une jeunesse maghrébine, extraordinairement inspirante et elle mérite que lui soit proposé d'ailleurs des coopérations à travers les gouvernements du Maghreb et de l' Europe

en particulier voire celles des Etats Unis d'Amériques et de la Chine, d'ailleurs au Maghreb le chinois est aussi enseigné dans certaines institutions scolaires.

Des liens auxquels nul n'avait pensé et qu'on n'entend pas dans le dialogue intergouvernemental. Et donc nous croyons que cette voie est féconde et souhaitons qu'on puisse ensemble la poursuivre. Notre destin, il est également indissociable de celui de l'Afrique. Nous y sommes extraordinairement engagés aujourd'hui et nous devons continuer à le faire mais, en essayant de poursuivre ce que nous appelons appeler cette conversion du regard réciproque.

L'Afrique nous y sommes engagés sur nombre de plans, là aussi, donc serions rapide mais nous continuons de l'être. L'Afrique et l'Europe sont engagés dans les crises, la crise libyenne, sur laquelle une avancée forte a été tenue lors de ce G7 en actant d'une conférence internationale et de la conférence inter-libyenne, en associant des états Africains qui jusqu'alors étaient sceptiques sur ce processus, mais avec lesquels certains pays d'Europe travaillent étroitement.

Et bien évidemment il y a le sujet du Sahel. C'est un théâtre d'opération pour les armées essentiel, c'est un sujet sur lequel la France il y a un peu plus de 5 ans a été déterminante pour éviter la montée du djihadisme et que celui-ci ne s'installe. Et sans la décision rapide de la France d'intervenir, sans la qualité d'exécution de ses armées, les choses ne seraient sans doute pas les mêmes aujourd'hui au Sahel. Néanmoins nous sommes aujourd'hui, on le voit bien, dans un contexte de déstabilisation et d'expansion du phénomène terroriste au Sahel. Maintenant, cela commence dans le golfe de Guinée et dans la région du lac Tchad.

Nous devons être prudents quand on parle de terrorisme dans cette région parce qu'il n'a pas les mêmes caractéristiques que le califat territorial qu'on a pu connaître au Levant. Et ce sont aussi des groupes terroristes qui jouent des divisions ethniques, du phénomène économique et c'est, une traduction africaine très spécifique.

Néanmoins, il faut ici que l'Afrique et l'Europe soutiennent les Etats souverains de cette région. Et donc dans ce contexte, ils doivent continuer d'être engagés évidemment avec l'opération Barkhane, avec force, en étant mobiles sur le plan opérationnel comme ce fut le cas auparavant ailleurs. Mais il est indispensable que cela se double d'un réengagement des partenaires africains ce que les Européens avaient voulu à travers d'une part le G5 Sahel et d'autre part l'Alliance pour le Sahel, le pilier militaire et le pilier de développement, et à travers un élargissement de cet engagement de la communauté internationale et des états voisins.

19 - partenariat

Un nouveau Partenariat de stabilité et de sécurité pour le Sahel qui permet le réengagement d'états du Golfe de Guinée qui étaient spectateurs, mais qui commencent à voir les conséquences de ce conflit, qui permet les partenariats entre Etats africains sur ce sujet et qui permet aussi une implication de la communauté internationale sur ce sujet sécuritaire pour aider chacun d'entre eux.

Mais l'Afrique est bien davantage pour l'Europe, elle est son indispensable allié pour que l'Europe continue de jouer tout son rôle dans les affaires du monde et la France a posé les bases du nouveau partenariat qui est nécessaire pour relever les grands défis de demain lors

du discours prononcé à Ouagadougou par son Président en novembre 2017, et c'est autour de cela qu'il faut poursuivre.

Et là aussi c'est un travail important qui est demandé, mais qui est profondément essentiel, qui est une conversion de ces actions, de la relation avec les partenaires africains et Européens et des méthodes.

D'abord en aidant l'Afrique dans ses projets régionaux et d'intégration en cours, qu'il faut que l'Europe participe à ce changement. C'est pourquoi la France accompagne la CEDEAO dans sa marche vers une monnaie unique, parce qu'il y avait jusque-là du côté Français des blocages, du côté Africain des tensions. Ce chemin sera difficile et rien n'est fait, mais nous croyons que ce serait une contribution historique de la France à aider l'Afrique de l'Ouest à avoir une vraie intégration économique et monétaire sur ce sujet.

C'est pourquoi aussi la France soutient le projet de l'Union africaine d'aller vers une zone de libre-échange à l'échelle continentale. C'est pourquoi aussi sur tout conflit, la France a réengagé l'Union africaine pour travailler avec elle, pour prendre le leadership des opérations et pour appuyer cette stratégie consistant à avoir les opérations onusiennes en partenariat étroit avec l'Union africaine. C'est pourquoi aussi la France assume que sur les sujets stratégiques les plus sensibles, les situations de transitions démocratiques et politiques, parfois les plus complexes, la France a adopté une stratégie de pression par les pairs et pas d'expression directe ou de leçon donnée.

Certains ont pu parfois reprocher à la France ses silences mais ces silences n'ont jamais valu inaction. Ils se sont construits dans des stratégies méticuleuses d'alliances avec d'autres dirigeants africains pour que les choses soient faites. Et qu'en RDC cette stratégie a été payante, nous ne savons pas si elle a permis d'avoir tout ce qui était souhaité sur le plan démocratique, elle a en tout cas permis ce qui était souhaitable sur le plan d'une alternance.

Et sur beaucoup d'autres sujets de tension, comme le Togo un moment et comme d'autres qui viendront, c'est cette stratégie qui le fil conducteur qui doit inspirer les pays engagés. Mais plus largement, ce que nous voulons c'est ne plus avoir une relation Europe/Afrique qui repose sur un sentiment ou parfois des réalités d'asymétrie.

Et donc c'est concevoir nos stratégies avec nos partenaires africains, c'est de les porter avec nos partenaires africains et c'est de réinvestir ces stratégies avec eux et pour eux.

C'est pour cela que, l'agenda de Ouagadougou, la France l'a décliné sur le sport de manière très concrète, en ayant un partenariat avec des fédérations sportives de basket ou de football, avec les fédérations olympiques et les pays. La France l'a décliné sur le plan culturel, en ouvrant ce vaste sujet de la restitution des œuvres d'art, indispensable pour pouvoir aider nombre de ces Etats à rebâtir et repenser leurs propres imaginaires et le faire en partenariat avec la France.

C'est pourquoi la France a aussi voulu rouvrir le sujet éducatif, là aussi sur d'autres bases. Et elle assumera profondément la réforme de l'université qui a été portée parce qu'elle s'est doublée d'une stratégie éducative responsable.

Jusqu'à présent la France acceptait tout le monde gratuitement, c'était formidable et elle avait un système qui était au fond postcolonial, pour dire les grands mots que certains utilisent.

Parce qu'on disait à tous les étudiants dans nombre de pays "Vous voulez faire des études supérieures ? Allez en France, c'est formidable." Et on actait qu'il était impossible, ne serait-ce que de faire une licence dans leur propre pays.

La France a adopté une stratégie qui consiste d'abord à dire, que l'éducation supérieure a un coût et que c'est juste. Le coût que la France a mis 10 à 20 fois inférieur à ce que les Canadiens, beaucoup d'autres Européens ou les Américains mettent.

Elle a fait un effort fait sur les bourses, qui fait que d'ailleurs, les inscriptions universitaires ne baissent pas cette année. Mais à côté de ça elle a réinvesti une stratégie de partenariats éducatifs, tout particulièrement en Afrique, et pour la première fois en ouvrant des cycles universitaires dans des pays, qui sont ses alliés depuis tant et tant de décennies et en permettant qu'on puisse faire certains cycles, certains premiers cycles universitaires en effet, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, aussi fou que cela puisse paraître, en proposant et en le faisant en Tunisie, en le proposant en Algérie. Et nous croyons que c'est ça la vraie voie de ce développement et de ce partenariat, c'est que nos enseignants puissent irriguer ce qui est notre force éducative, de permettre dans ces pays un développement éducatif et d'avoir une vraie stratégie d'alliance et pas d'hégémonie.

C'est aussi ce que nous voulons en termes économique, la pensée de ce nouveau partenariat africain. L'initiative dite AFAWA annoncée il y a quelques jours pour l'entrepreneuriat féminin a été pensée par les Africains avec la Banque africaine de développement la France la finance. Et donc, ce qu'il faut appeler cette conversion du regard, c'est-à-dire que nous-mêmes nous devons agir et travailler différemment avec nos frères Africains pour eux-mêmes & pour nous mêmes, penser leur action avec eux et considérer que les actions les plus en pointe sont à faire avec les africains en Afrique.

20 – LA TRANSITION CLIMATIQUE LE BILATERALISME & LE MULTILATERALISME

Deux exemples : la transition climatique est pour nous un des axes stratégiques de l'action que nous devons avoir avec l'Europe & l'Afrique, parce qu'ils en sont les premières victimes et parce qu'ils ont la possibilité d'en être les principaux théâtres de développement. La stratégie dite Désert to Power de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale doit être au cœur de la relation que l'Agence française de développement, qui joue un rôle essentiel évidemment dans cette stratégie, a avec ces structures, et c'est ce qui a été lancé par exemple au Burkina Faso il y a quelques mois, et développer. Et c'est la même stratégie avec l'Europe & l'Afrique que nous devons avoir en matière d'innovation.

C'est aussi pour ça qu'il a été décidé que l'innovation sera le thème majeur du sommet Afrique-France que la France accueillera à Bordeaux en 2020. C'est une manière de prendre acte qu'au fond demain se prépare en Afrique, et avec les Africains. Nous croyons que sur ce sujet, cette ligne qui peut être parfois une ligne de crête pour tous, c'est une stratégie essentielle et la plus efficace. Ne tombons pas dans le piège qui consisterait à faire de l'Afrique un théâtre d'influence.

Il y a aujourd'hui :

Une stratégie chinoise, une stratégie japonaise, une stratégie turque, chacune avec leur logique, Évidemment une stratégie américaine en Afrique.

Nous croyons très profondément que notre stratégie ne doit pas être une stratégie de part de marché et d'influence, d'hégémonie prédatrice qui parfois est au cœur de certains de ces projets que nous venons de citer. Non, elle doit être de réinventer un partenariat parce que nous avons parfois fait des erreurs dans le passé. Donc nous pouvons nous inspirer des erreurs faites et nous en instruire. Nous croyons que cette ligne est la seule féconde. Nous ne parlerons pas évidemment sur ce point de tous les sujets, il est important de poursuivre les stratégies évidentes et prospères pour notre pays pour les 20 prochaines années car tout est lié : climat, économie, anthropologie, technologie, social, sociétal.

Quatrième priorité sur laquelle nous voulons ici revenir, et qui est pour nous un axe essentiel : c'est d'ancrer par les résultats une diplomatie des biens communs, et au fond d'essayer d'avoir dans le cadre multilatéral d'apporter notre part de réponse aux déséquilibres du monde et aux inégalités que nous évoquions ci-dessus. D'abord en réinvestissant nous-mêmes le cadre multilatéral. Il est plusieurs fois dit en parlant d'un multilatéralisme fort. Certains veulent aujourd'hui construire des choses en dehors du cadre multilatéral disant : "je peux le faire en décidant moi-même".

Nous croyons que ça n'est pas notre intérêt. Et le grand risque est qu'un cadre multilatéral alternatif soit bâti par d'autres en particulier **la Chine** qui est au cœur de sa stratégie. Nous pensons donc que si nous voulons avoir des vrais résultats dans cette diplomatie des biens communs il nous faut assumer ce multilatéralisme fort, être très présent et fort dans les enceintes multilatérales comme nous le sommes à l'ONU, réinvestir et être innovant dans les enceintes qui sont en crise comme à l'OMC, c'est l'engagement qu'il faut prendre d'accueillir.

Si nous ne sommes pas innovants à l'OMC, l'OMC disparaîtra. Et réussir à trouver de nouveaux alliés, c'est le cadre de l'initiative que nous porterons en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies avec cette alliance pour un nouveau multilatéralisme. Nous rassemblerons non seulement des puissances européennes mais des puissances démocratiques de bonne volonté qui partagent cette vision du monde et sont sensibles à ces équilibres. Nous croyons que cette stratégie est absolument essentielle si nous voulons tenir les structures du multilatéralisme, les réinvestir pleinement et en porter la pensée, en tout cas l'irriguer. Mais au-delà de ça sur beaucoup de sujets de biens communs, il nous faut avoir des résultats dans les prochains mois.

Le premier d'entre eux évidemment, c'est le climat et la biodiversité. Et l'essentiel se jouera, sur ce point, dans l'année qui vient. Beaucoup de choses sont en train de bouger. En matière de réchauffement climatique, nous connaissons la position américaine, mais est ce qu'il a fragilisé notre jeu diplomatique international, je ne crois pas. Les Européens ont réussi à convaincre la Russie de lancer la ratification des accords de Paris, processus qui attendait depuis la signature. Aussi il ont réussi a convaincre l'Inde comme de joindre la coalition **neutralité carbone 2050**.

Et donc les choses sont en train de bouger très profondément. Les rendez-vous à venir sont importants. Le sommet du Secrétaire Général des Nations Unies sur le climat en septembre, la COP au Chili en décembre, le Congrès mondial de l'UICN à Marseille en juin 2020, puis la COP biodiversité à Pékin en octobre. Sur ces sujets il faut poursuivre l'avancée pratique et les coalitions.

D'abord sur les financements : le Président Français Emmanuel Macron a annoncé au G7 le doublement de la contribution française au Fonds vert. Au total et grâce notamment à l'engagement de l'Allemagne et du Royaume-Uni se sont 4,8 milliards d'euros qui ont pu être actés. Il faut aller chercher une par une les contributions pour que la reconstitution du Fonds vert soit un succès. L'enjeu est en septembre de passer un cap dans la mobilisation de l'ensemble des acteurs du système financier pour qu'ils intègrent les risques climatiques dans leurs décisions d'investissement. Sans cela la transition écologique ne passera jamais à l'échelle.

Et vous savez que la France a eu ce mandat avec la Jamaïque sur le sujet des financements, et donc cette mobilisation de tout l'appareil diplomatique est essentielle pour parvenir à ce résultat. Ce sera aussi l'objectif de l'One Planet Summit décidé depuis décembre 2017 qui sera organisé en marge justement de l'assemblée générale des Nations Unies cette année. Au-delà des sujets de financement, il faut progresser sur la coalition neutralité carbone, qui a été portée au G7, là aussi.

La priorité est sur ce point d'avancer au niveau européen selon les orientations définies par la nouvelle Présidente de la Commission. Nous rappelons qu'au mois de mars dernier deux pays européens étaient en Chine, au mois de mai ils étaient 8 européens.

Les européens ont maintenant convaincu beaucoup d'autres et ils pensent qu'ils vont finir le travail dans les prochaines semaines. C'est ce qui leur permettra d'engager un dialogue décisif sur cette question, en particulier avec la Chine, nous le disions la Chine a fait une avancée importante à Osaka sur ce point, et nous considérons que la visite qu'effectuera en novembre 2020 en Chine Emanuel Macron, doit continuer encore les avancées sur ce sujet, parce que c'est devenu un partenaire essentiel pour la France, l'Europe, le Maroc et l'Afrique.

Nous devons aussi poursuivre la dynamique lancée sur les coalitions concrètes, nous ne les citerons pas toutes, mais lors du G7 elles ont été, largement présentées. **Celles sur les gaz HFC**, celles sur le **transport maritime**, ou celles sur **le textile**. Ces coalitions concrètes permettent de traiter des secteurs qui étaient jusqu'alors complètement ignorés. Le textile est le deuxième secteur le plus émetteur de CO2. Aucune action concertée n'avait été produite jusqu'alors.

L'Europe a su mobiliser des acteurs industriels, mais les Etats doivent s'engager aujourd'hui pour avoir des adaptations réglementaires qui les accompagneront. On parle d'un secteur qui représente 8 % des émissions, 30 % de la pollution des océans. Sur les gaz HFC qui sont infiniment plus polluant que le CO2, l'Europe a aussi engagé une stratégie d'acteur industriel impliquant l'Inde là aussi de manière historique. Maintenant il nous faut des résultats. Quant au transport maritime, on le sait c'est un secteur polluant qui là aussi s'est engagé mais va nous imposer aussi un agenda dans les enceintes internationales et avec nos principaux partenaires.

Sur la biodiversité l'urgence est démontrée et tout est à construire. Pour la première fois ça été signé lors du G7 une charte pour la biodiversité qui est le résultat concret du premier rapport qui était celui de l'IPBES au printemps dernier. Mais il nous faut maintenant décliner un agenda concret. Ce sera la responsabilité de Marseille, et surtout de la COP biodiversité en Chine. C'est indispensable. Mais le pas qui était franchi à Biarritz est un pas historique. Parce que cette charte de la biodiversité a non seulement été signée par les membres du G7 mais par des pays comme l'Afrique du Sud ou l'Inde. Sur ce sujet comment évidemment ne pas

évoquer ici ce qui s'est passé en Inde qui a conduit à une mobilisation extrêmement rapide des membres du G7 et de toutes les puissances présentes puisque la France a pu présenter avec le Président PINERA l'initiative pour l'Amazonie que l'Europe avait lancé.

21 - C'est une initiative qui répond aux besoins d'urgence en mobilisant tous les moyens.

Je remercie sur ce point aussi le ministre de l'Intérieur qui a réagi tout de suite en dépêchant plusieurs pompiers qui étaient dans la région, en contribuant aussi financièrement parce que c'est ce qui peut être le plus efficace avec plusieurs autres pays, et surtout en nous mobilisant tout de suite par la refonte ou la reforestation. Puisque le sujet est bien celui-ci stratégique pour chacun des pays de l'Amazonie et stratégique pour la planète entière en matière de réchauffement climatique comme de biodiversité. Sur ce sujet j'ai noté les inquiétudes sans doute les maladresses de quelques dirigeants considérant que souveraineté c'était au fond l'agressivité, est je crois, profondément une erreur. Nous sommes un pays souverain quand nous avons des grands événements nous acceptons avec bonheur et bienveillance la solidarité internationale, parce que c'est un signe d'amitié. Mais surtout il y a neuf pays en Amazonie. Il y a beaucoup d'autres pays qui ont sollicité notre aide et donc il est important de la mobiliser vite pour que la Colombie, la Bolivie, toutes les régions brésiliennes qui voudraient avoir accès à cette aide internationale puissent l'avoir et puissent reforester rapidement.

Plus largement sur ces sujets, il nous faudra mener plusieurs réflexions pour poursuivre cet agenda et mener plusieurs actions. On voit que le cadre international change. La première c'est que quand on parle de l'Arctique, de l'Antarctique, des océans, de la forêt amazonienne ou de la forêt africaine qui brûlent aussi, tout en respectant la souveraineté des états qui ont des compétences territoriales sur ces régions, nous parlons très clairement de biens communs géographiques inséparables de notre **biodiversité et du sujet climatique.** Il nous faut aussi construire la bonne gouvernance et le cadre international pour construire l'action utile. Je crois que c'est indispensable. Et ensuite il nous faut poursuivre le travail lancé, bloqué par beaucoup, pour construire les nouveaux droits environnementaux.

Le travail qui a été lancé après le groupe de travail présidé par Laurent FABIUS précisément pour construire ce nouveau droit international, environnemental et la démarche qu'avait lancée la France doit être repris. il ne faut pas que nous l'abandonnions, il faut que nous puissions réengager par une initiative nouvelle la diplomatie internationale derrière cet objectif avec force car il est complémentaire de chacune des actions que je viens d'évoquer. Parler de biens communs évidemment, c'est aussi parler de santé, il faut dire là simplement un mot pour dire bien évidemment que la France en octobre aura à accueillir à Lyon la reconstitution du Fonds mondial contre **le Sida, le paludisme et la tuberculose**. Là aussi c'est une mobilisation forte de tous qui est attendue. Le G7 a reçu au total près de 5 milliards d'euros de financement, mais il faut que des membres se mobilisent avec force pour atteindre l'objectif de 13 milliards d'euros qui est le plus approprié.

La diplomatie française doit aussi servir l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle a été mis au cœur de la lutte contre les inégalités au G7 mais là aussi il faut poursuivre une vraie diplomatie féministe. Le Canada avait initié d'ailleurs et inspiré cette démarche, il faut reconnaître à la présidence précédente ce mérite, le Conseil consultatif a été gardé pour l'égalité femmes-hommes et il va falloir adopter un bouquet législatif formellement, conformément aux recommandations qui étaient faites. Cette action doit être poursuivie, amplifiée en vue de la conférence qui se tendra à Paris en juillet 2020, puis Pékin 2025 qui

sera un rendez-vous important sur ce point en termes de résultats. La lutte contre les inégalités c'est aussi avoir un véritable agenda éducatif. C'est le continuum entre la stratégie nationale et internationale.

22 – La société civile

Nombre de pays se sont fortement investis l'année dernière pour reconstituer le Partenariat mondial pour l'éducation avec les amis sénégalais. Les Français se sont investis pour s'engager davantage, nous devons poursuivre cette voie pour l'ensemble de l'Afrique. C'est une des priorités de l'Agence française de développement, c'est une priorité de son action, ça doit être une priorité aussi de notre engagement opérationnel en parlant de l'Afrique. Ce sera aussi une des priorités qui irrigue profondément la réforme de l'AEFE que présentera lors de son allocution le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères inspirée par plusieurs travaux parlementaires et qui a été travaillée très étroitement par le ministre de l'Education nationale Français et qui va permettre aussi de développer le modèle d'éducation française, d'avoir une capacité justement non seulement à apporter le service que nous devons à nos compatriotes mais à permettre aussi de développer l'enseignement en français en Afrique, l'enseignement avec les méthodes françaises. Et cette stratégie doit se poursuivre avec véritablement un investissement sur la formation des formateurs.

Et nous croyons que partout où les pays investissent dans l'éducation ne se contentent pas de mettre des crédits ou des murs, il faut aussi assurer qu'ils font le nécessaire pour une éducation de qualité et cela fera partie de la stratégie d'investissement. Sur l'ensemble de ces sujets la France se donne les moyens de l'action. La France s'est engagée de porter à 0,55 % du produit intérieur brut l'aide publique au développement qui sera tenu en 2022.

Cet investissement solidaire est au cœur de la stratégie, il faut maintenant en définir tous les leviers et surtout le mettre en cohérence avec les priorités stratégiques que nous venons d'évoquer. Et c'est ce que nous tâcherons de faire lors du Conseil présidentiel du développement qui se tiendrai au début du mois d'octobre à Paris..

Enfin la dernière priorité sur laquelle nous voulons vous parler elle est au fond de méthode. Si nous voulons réussir à véritablement nous penser comme puissance d'équilibre en Afrique, rebâtir la souveraineté Africaine, réussir à avoir des résultats sur cette diplomatie de biens communs et renouveler ce partenariat avec l'Afrique et la Méditerranée

Nous croyons qu'il nous faut aussi poursuivre le renouvellement profond des méthodes. Le G7 à cet égard a été une illustration de cette méthode ! de manière plus stratégique, c'est l'audace. Si la France et l'Europe n'ont pas de l'audace pour revisiter leurs schémas de pensée, leurs automatismes, réinvestir les instances internationales, personne ne le fera pour eux.

Et nous sommes les seuls à croire pour qui, l'immobilisme est mortel. Les autres peuvent avoir une stratégie non-multilatérale, unilatérale ou bilatérale, nous non. Et donc ce que nous vous invitons très profondément à faire c'est d'avoir cette audace et en quelque sorte cette liberté d'action très profonde et de manière très simple comme en Afrique comme en Europe !.

D'abord nous croyons qu'il est indispensable de renouveler et d'intensifier . Nous savons que beaucoup d'entre les pays en voie de développement le font à leur mesure mais les liens avec la société civile dans tous les interstices de chacun des pays qui représentent leurs régions et

où se joue en profondeur, pas simplement de la relation bilatérale mais la compréhension des enjeux profonds. La rencontre des artistes, des intellectuels, des créateurs exprime des failles profondes de ces pays et permettent de comprendre ce que la lecture sinon du jeu stratégique ou de ce que nous avons peut-être trop l'habitude de regarder ne permet pas de lire.

Et nous croyons vraiment que ce que doit aujourd'hui apporter les réseaux diplomatiques c'est cela. C'est un travail extrêmement difficile, nous en avons conscience, mais c'est là où est la valeur ajoutée qui est la nôtre. Et donc il faut aller à la rencontre de tous ces milieux, de la jeunesse, d'être à l'écoute de ses idées, de ses aspirations, de ses projets, d'expliquer les grandes lignes et ce que notre pays a de singulier, d'attractif, d'innovant mais aussi de comprendre ce qui se joue en profondeur dans chacun de ces pays.

Et c'est de cela que nous en avons profondément besoin pour notre diplomatie. Si nous voulons être l'épicentre de cette capacité à repenser les grandes tendances de l'Afrique et une action utile et d'agir nous devons aussi le faire avec la société civile et c'est là où nous devons continuer à innover.

C'est pour cela que la France avait voulu créer l'année dernière le premier Forum de Paris pour la paix. L'objectif de ce forum c'est de pouvoir au moins une fois par an à Paris avoir les grands penseurs, les think tanks, les entreprises, les gouvernements du monde entier qui puissent se réunir et penser un agenda commun. Mais ce travail avec la société civile, avec les intellectuels, les milieux académiques du monde entier, est essentiel si nous voulons rebâtir nous-mêmes, penser de manière juste les grands enjeux évoqués.

Si nous voulons aussi avoir une action utile et les bons relais pour ce faire. Si nous avons pu faire avancer l'agenda de la protection de l'information dans internet lors de ce G7 c'est parce qu'il y a eu un travail très étroit avec Reporters sans frontières, qu'ils ont lancé cette initiative lors du Forum de Paris pour la paix l'année dernière et que les pays membres du G7 ont poursuivi l'action. Et donc ils sèment ainsi des graines, on a des idées que nous n'aurions pas nous-mêmes et on tire les fils, et on a ensuite des partenaires de notre propre diplomatie.

Ce travail avec la société civile ne doit pas simplement être une case à cocher, c'est comment on reconstruit la compréhension profonde d'un pays, la compréhension intime dans ces pays mais aussi une action utile pour nous-mêmes membres ou non membres du G7 et sur le plan international. Parce que construire avec les sociétés civiles de chacun de ces pays c'est aussi se donner la garantie qu'il y aura comme un écho de nos actions dans ces pays.

C'est pourquoi lorsque l'on parle de l'Amazonie nous allons continuer de travailler avec les peuples autochtones, avec les régions, avec les organisations non gouvernementales parce qu'elles exerceront aussi une pression sur des gouvernements, y compris quand ils sont tentés par l'obscurantisme. Ce travail c'est l'efficacité de notre diplomatie. Mais au-delà de ça c'est au fond de multiplier les audaces intellectuelles et la ténacité opérationnelle. Ne pensez plus dans les cadres. Quelques convictions citées, nous attendons de vous de les partager et d'agir efficacement pour les construire. Mais qu'au-delà de ça vous devez être une force de proposition, s'agissant de la société civile globalement. vous devez (société civile) aider évidemment les directions à Paris, les ministres, le gouvernement, les associations de métiers aussi à repenser ces équilibres qui sont en mouvement.

La diplomatie contemporaine est une diplomatie de mouvement et parfois nous sommes entrés dans des guerres de tranchées qui nous empêchent. Soyez force de proposition, ayez

cette audace, proposez à chaque fois. Et ayez aussi cette efficacité opérationnelle qui construit notre crédibilité pour bâtir et faire advenir les initiatives qui sont partout prises et avec soin, aussi sur le plan bilatéral que multilatéral, obtenir des résultats c'est ça le vrai rôle de la société civile.

23 – CONCLUSION

Synthése nouveau modèle de développement à l'horizon 2040

C'est un élément profondément utile. Cette diplomatie de l'audace, du mouvement est essentielle si nous voulons rebâtir. Les pays d'Europe ont pris des engagements pour essayer de convaincre les Américains que régler le problème du commerce international ça n'était pas simplement avoir des guerres commerciales. Mais ceci ne fonctionne que si nous arrivons nous mêmes à réformer **l'Organisation mondiale du commerce**.

Au fond c'est de ne plus être des experts mais d'être à la fois des connaisseurs et amis des peuples où vous êtes et des inventeurs d'une diplomatie à rénover. Dans le monde qui advient on a toujours besoin d'experts techniques mais si on a des experts partout on ne pense que le monde ancien parce que, par définition, les experts ne sont experts que de ce qui existe déjà. Et donc le monde a besoin d'experts sur certains sujets, de connaisseurs intimes, d'amis parce que c'est cela qu'il faut, d'entrepreneurs, d'innovateurs diplomatiques. Ca n'est pas simplement un caprice, c'est ce dont nous avons profondément besoin.

Et enfin, , beaucoup de changements aussi ont été faits qui ont bousculés nos vies mais au fond nous sommes efficaces quand nous faisons quoi? C'est la vocation profonde de notre diplomatie lorsque tout le clavier de l'Etat d'un pays travaille ensemble dans une même fin. C'est des tas de sujets organisationnels, il y a eu beaucoup de sujets pour savoir si les services économiques devaient être parties prenantes dans nombre de pays, en dehors des ministères des affaires étrangères, la diplomatie climatique ceci ou cela.

Des implications organisationnelles, parfois budgétaires que cela importe. Mais ce qui est clé c'est que nous devons être efficaces tous ONG & Responsables gouvernementaux des pays concernés par **un nouveau modèle de développement.**

Et donc si on veut être efficace dans notre nouveau modèle de développement on doit partout avoir un pays qui parle d'une seule voix et c'est être à l'excellence sur chacun de ces sujets, et donc on doit s'en donner les moyens et jouer collectif, il nous faut avoir des assembleurs qui portent la stratégie et qui soient accompagnés de bons spécialistes qui peuvent être efficace. Si l'assembleur ne comprend pas le dossier il est inutile ; si le spécialiste n'a pas la stratégie d'ensemble il peut être dangereux.

Comme nous avons tous envie d'avoir une stratégie cohérente, plutôt efficace que cette amélioration organisationnelle est indispensable si nous voulons peser sur l'agenda numérique, sur l'agenda cyber, sur l'agenda spatial, sur l'agenda des grands standards technologiques et industriels qui est aussi au cœur de la diplomatie de demain. Et donc là-dessus nous souhaitons qu'on puisse véritablement aussi innover pour arriver à asseoir un nouveau modèle de développement qui réussira a donner à notre pays, durant les 20 prochaines années, une assise économique forte, des résultats satisfaisants et abolir la précarité là où elle se trouve. Un modèle de développement novateur qui fera gagné davantage le Maroc à la faveur de ses citoyens, à l'horizon 2040.

quand nous regardons comment beaucoup d'autres font, nous devons avoir des organisations qui dans le temps nous permettent de bien comprendre les peuples, les pays, les transitions régionales. Mais il faut sans doute avoir une vraie mobilité organisationnelle pour que lorsqu'il y a des priorités, il y ait des équipes-projets qui soient constituées et qui puissent mettre toute leur énergie sur le projet qui arrive et qui parfois nous conduit à revisiter des priorités.

N'ayons pas une armée faite pour une guerre de tranchées quand la guerre actuelle est une guerre de mouvement. Cela nous impose aussi de revisiter parfois nos automatismes. Et cela ne vaut pas d'ailleurs que pour la diplomatie. Cela vaut pour tout l'État. Nous sommes frappés de voir combien sur le plan de nos organisations ce qui est parfois une réalité budgétaire l'est pour nous, 95 %, ce sont des services votés. 95 % souvent des priorités. Ce sont les vies au quotidien. Et donc, les nouvelles priorités, c'est 5 % du temps alloué. Cela ne peut pas marcher. Donc il faut qu'on soit plus mobiles.

Voilà Chers amis, Mesdames et messieurs, nous avons i consciences d'avoir été clairs. Pour autant, nous n'avons pas été exhaustifs mais nous voulons au-delà du modèle proposé par notre association qui est une formidable démonstration d'excellence de notre travail, partager ces quelques convictions et vous donner ces quelques présentations. Nous avons, chers amis, mesdames et messieurs, une diplomatie forte et cohérente. Et nous le disons parce que ça ne doit jamais être oublié. Comparons-nous et nous l'avons montré à chaque fois qu'il fallait mobiliser. Nous pouvons en être fiers et nous voulons ici le réaffirmer.

Nous l'avons aussi parce que nous avons des ONG fortes, un État fort et nous pensons que c'est indispensable du coup de toujours continuer à réfléchir sur nous-mêmes. Mais nous souhaitons que cette diplomatie forte soit au service de la finalité stratégique que nous venons d'évoquer. Celle dans un monde en basculement profond, de retrouver au fond le contrôle de notre destin. De redonner à nos concitoyens une part de maîtrise que nous lui devons et de réinsuffler ce projet de civilisation marocaine que nous avons éclairé. Sur le plan stratégique, sur le plan culturel et sur le plan imaginaire !

La diplomatie a un rôle essentiel à jouer en cette matière. Et ce nouvel humanisme auquel nous croyons que nous avons à bâtir et qui doit être au cœur de la stratégie du gouvernement, doit aussi être au cœur de notre diplomatie. Et donc, nous comptons sur vous pour cela chaque jour. Nous sommes exigeants, s'agissant de l'avenir de notre pays autant que nous sommes reconnaissants.

Et nous serons en tout cas toujours à vos côtés pour que le Maroc soit au cœur de ces grands sujets, pour que nos concitoyens soient représentés partout avec force pour que nos intérêts soient défendus et qu'au-delà de nos intérêts, pour que nos valeurs soient partout et que ce nouveau modèle de développement voulu par **notre bien aimé auguste souverain Sa Majesté le Roi Mohamed VI que DIEU l'assiste** soit une nouvelle occasion en faveur de notre pays pour atteindre des objectifs nobles en faveur du citoyen marocain, corriger les imperfections, remettre de l'ordre économique là où il le faut, tracer une feuille de route qui oblige gouvernements et ONG à la respecter et emmener notre pays vers la prospérité en créant des richesses, offrir de l'emploi par nos entreprises et réaliser le saut qui prévaut une place de leader Africain. **Nous vous remercions de votre excellente attention et nous vous prions de croire à notre très haute considération.**

Association nationale Convergence Tourisme & Université :
Jamal Filali Président